

ALGÉRIE-FRANCE  
**Bensalah loue la contribution de Jacques Chirac au raffermissement des relations entre l'Algérie et la France**

P. 24

ALGÉRIE-RUSSIE  
**Boukadoum s'entretient avec son homologue russe Sergueï Lavrov**

P. 24

ALGÉRIE-MALI  
**L'accord de paix au Mali demeure «le mécanisme approprié» pour le règlement durable de la crise**

P. 5

## PRÉSIDENTIELLE DU 12 DÉCEMBRE :

# 80 postulants retirent les formulaires de souscription

Quatre-vingts (80) postulants à la candidature pour l'élection présidentielle du 12 décembre prochain ont procédé, jusqu'à jeudi, au retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles, a-t-on appris auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

P. 3

► Benflis appelle à saisir l'opportunité de la présidentielle pour une sortie définitive de la crise

► Le FFS réitère son attachement à un dialogue «inclusif» pour résoudre la crise politique

### 32<sup>ÈME</sup> VENDREDI DU HIRAK

**Maintien des revendications pour un changement du système**

P. 3

PLF 2020 :  
**Priorité à l'investissement et l'encouragement des start-up**

P. 5

Gaïd Salah :  
**« L'ANP prendra toutes les "mesures nécessaires" pour que le citoyen exerce son droit électoral »**

P. 4



### SANTÉ

SINUSITE :  
**Bien la traiter évite les récurrences**

P.p 12-13

### FOOTBALL

LIGUE 1 (6<sup>E</sup> JOURNÉE):  
**ESS-USB et CSC-NAHD à l'affiche d'une journée tronquée**

Trois matchs seulement dont les affiches ES Sétif-US Biskra et CS Constantine- NA Hussein-Dey sont au programme de la 6e journée de Ligue 1 de football, tronquée des rencontres des clubs engagés ce week-end dans les différentes compétitions de la Confédération africaine de football (CAF).

P. 21

RÉSEAU ROUTIER :  
**Plus de 50 milliards DA pour les travaux d'entretien, notamment au Sud**

P. 5

### MDN

**2 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à M'Sila**

► Une cache d'armes et de munitions découverte près de Tamanrasset

P. 24

**HIER À 12H53  
Secousse tellurique  
de magnitude 3,7 à  
Bouhanifia (CRAAG)**

Une secousse tellurique de magnitude 3.7 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 12h53 dans la wilaya de Mascara (ouest d'Alger), indique le Centre de

recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 05 km au sud/est de la localité de Bouhanifia, précise la même source.



**Horaire des prières**

Vendredi 27- Samedi 28 Moharam 1441

Fajr	05:08
Dohr	12:39
Asr	16:02
Maghreb	18:41
Isha	20:00



**ORAN:  
39 hôtels accrocheront  
leurs panonceaux  
de classement**

Trente neuf hôtels de la wilaya d'Oran, récemment classés, sont appelés à retirer leurs panonceaux auprès de l'Agence nationale de développement du tourisme ( ANDT) pour leur affichage, a-t-on appris jeudi de la direction locale du tourisme et de l'artisanat. Le chef de service du suivi et de contrôle des activités touristiques à la direction du tourisme d'Oran, Mourad Boujenane, a indiqué à l'APS, en marge d'une journée sur le tourisme, que les exploitants des 39 établissements hôteliers classés, procéderont au retrait de leurs panonceaux correspondant aux étoiles obtenues auprès de l'agence nationale de développement du tourisme ( ANDT) pour leur affichage.



**LES 28 ET 30 SEPTEMBRE  
À TÉBESSA  
Colloque sur  
«La résistance  
des femmes en  
Afrique du Nord»**



Le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), organise les 28 et 30 septembre à Tébessa, un colloque international sur «la résistance des femmes en Afrique du Nord de la période antique jusqu'au XIXe siècle».

**AUTOROUTE EST-OUEST:  
Fermeture provisoire  
demain du tunnel  
Djebahia (Bouira) en  
raison des travaux (ADA)**



Une fermeture provisoire et alternée des tubes du tunnel «T1 et T2» de Djebahia (Bouira) est programmée dimanche 29 septembre à partir de 22h jusqu'à 5h du matin, en raison des travaux d'équipements du tunnel, a indiqué jeudi l'Algérienne des autoroutes dans un communiqué.

**LES 11 ET 12 OCTOBRE  
À CHLEF  
Conférence sur les  
miracles scientifiques  
dans le Coran  
et la Sunna**

L'Association du corps médical privé de la wilaya de Chlef, organise les 11 et 12 octobre à la maison de la culture de Chlef, une deuxième conférence internationale sur les miracles scientifiques dans le Coran et la Sunna dans le domaine de la médecine et la biologie. La rencontre sera animée par le Dr Omar Abdelkafi et le Dr Zaghoul Najar.



**Météo**

	Max	Min
Alger	30°	18°
Oran	30°	18°
Annaba	30°	19°
Béjaïa	27°	16°
Tamanrasset	39°	25°

**AUJOUR'HUI À L'OPÉRA  
D'ALGER  
«Valses  
de Vienne»**

L'Opéra d'Alger, Boualem Bessaiïh, organise le 28 septembre prochain, une soirée animée par l'orchestre symphonique sous la direction musicale du maestro Amine Kouider intitulée «Valses de Vienne».



**SAFEX (ALGER)  
3e salon du Sport  
et de la remise en forme**

La 3e édition du salon du sport et de la remise en forme, Sporeform-2019, aura lieu du 24 au 28 septembre au palais des expositions, Safex d'Alger, en présence d'une quarantaine de fournisseurs d'équipements et de services, ont indiqué jeudi les organisateurs.

Prévu au niveau du pavillon A de la Safex, Sporeform-2019 «aspire à offrir aux visiteurs, une vitrine sur les équipements et les services qu'offrent les professionnels dans le domaine du sport, tant sur le volet physique, mental que nutritionnel», précise un communiqué de l'agence EFFECTIF, organisatrice de l'événement.



**SALON DU SPORT  
DE LA REMISE EN FORME DES LOISIRS**

**DU 24 AU 28  
SEPTEMBRE 2019**

**PALAIS DES EXPOSITIONS  
SAFEX - ALGER**

**3E ÉDITION DU SALON  
DE LA PHARMACIE ET DE LA  
PARAPHARMACIE DE L'OUEST  
(PHARMEX 2019)**

**Ooredoo présente ses  
offres et innovations  
aux professionnels  
de la santé**

Ooredoo participe, pour la première fois, à la 3e édition du Salon de la Pharmacie et de la Parapharmacie de l'Ouest (Pharmex 2019), qui se tient du 26 au 28 septembre 2019 au Centre des Conventions Mohamed Benahmed à Oran. Organisé par Pertinence Consulting, le salon « Pharmex 2019 » constitue un véritable rendez-vous scientifique et commercial qui réunit un grand nombre de professionnels des secteurs de la pharmacie, la parapharmacie et du confort au quotidien pour échanger autour des dernières technologies liées à l'industrie pharmaceutique et à la santé. Dans le cadre de ce rendez-vous économique, Ooredoo prend part à ce salon à travers un stand au niveau duquel des commerciaux de Ooredoo Business exposent les différentes offres et solutions de Ooredoo adaptées aux besoins des professionnels. A travers sa participation à cet événement scientifique et commercial, Ooredoo confirme son statut d'acteur engagé dans l'accompagnement des professionnels de la santé avec ses offres et solutions innovantes.

**HOMMAGE  
Sidi Bel-Abbès commémore  
le 22 anniversaire  
de l'assassinat des 11  
enseignantes d'Aïn  
Adenne**

La wilaya de Sidi Bel-Abbès a commémoré, vendredi, le 22 anniversaire de l'assassinat de 11 enseignantes et d'un enseignant près de la commune d'Aïn Adenne. Autorités locales et population de la région se sont regroupées devant la stèle érigée pour marquer ce drame pour une cérémonie de dépôt d'une gerbe de fleurs suivie de la lecture de la Fatiha, à la mémoire des victimes du devoir assassinées dans un faux-barrage, dressé par un groupe terroriste, un 27 septembre 1997. Cette commémoration a été une occasion pour rappeler le sacrifice de ces membres de la communauté éducative qui ont refusé d'abdiquer aux menaces et poursuivi leur mission d'éduquer et d'inculquer le savoir aux jeunes générations. L'école primaire de Sfisef, baptisée aux noms des 11 victimes a préparé un riche programme pour célébrer ce triste événement.



## PRÉSIDENTIELLE DU 12 DÉCEMBRE: 80 postulants retirent les formulaires de souscription

Quatre-vingts (80) postulants à la candidature pour l'élection présidentielle du 12 décembre prochain ont procédé, jusqu'à jeudi, au retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles, a-t-on appris auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Le chargé de communication auprès de l'ANIE, Ali Draâ, a fait savoir que parmi les postulants au prochain scrutin présidentiel figuraient des responsables de partis politiques, à l'instar de Ali Benflis, président du parti Talaïe El Houriet (avant-gardes des libertés), Abdelaziz Belaid, président du Front El Moustakbal, Aïssa Belhadi, président du Front de la bonne gouvernance, Abdelkader Bengrina, président du mouvement El Bina, Ali Zeghdoud, président du parti du Rassemblement algérien (RA), Mourad Arroudi, président du parti «Errafab», ou Belkacem Sahli, président de l'Alliance nationale républicaine (ANR). Il s'agit également de candidats indépendants, à l'instar de l'ancien Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune et de l'ancien chef du PNSD, Rabah Bencherif,



ainsi que de trois femmes candidates indépendantes. La nouvelle loi organique relative au régime électoral fait obligation aux candidats à la présidentielle de présenter cinquante mille (50.000) signatures individuelles au moins, d'électeurs inscrits sur une liste électorale. Ces signatures doivent

être recueillies à travers au moins 25 wilayas. Le nombre minimal des signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à 1.200. La déclaration de candidature à la Présidence de la République résulte du dépôt, par le candidat lui-même, d'une demande d'enregistrement auprès du pré-

sident de l'ANIE, stipule cette nouvelle loi, exigeant la nationalité algérienne d'origine pour le candidat qui doit être également titulaire d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme équivalent.

L'ANIE a la charge de préparer les élections, de les organiser, de les gérer et de les superviser et ce, dès le début de l'opération d'inscription sur les listes électorales et leurs révisions ainsi que les opérations de de préparation de l'opération électorale, des opérations de vote, de dépouillement et se prononcent sur le contentieux électoral jusqu'à l'annonce des résultats provisoires.

Composée de 50 membres, l'ANIE présidée par l'ancien ministre de la Justice, Mohamed Charfi, est chargée de réceptionner les dossiers de candidatures pour l'élection du président de la République et d'y statuer.

## Benflis appelle à saisir l'opportunité de la présidentielle pour une sortie définitive de la crise

Le président du parti Talaïe El Houriet, Ali Benflis a appelé, jeudi à Alger, à saisir «l'opportunité de la présidentielle» du 12 décembre prochain pour une sortie définitive de la crise que traverse le pays.

Dans une allocution prononcée lors des travaux du Comité central du parti consacrés à l'examen du dossier de l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, M. Benflis a appelé à «saisir l'opportunité de la prochaine élection présidentielle pour une sortie définitive de la crise», soulignant que ce scrutin constitue «la meilleure voie à même de concrétiser les aspirations du peuple».

Talaïe El Houriet a décidé de participer à la présidentielle pour «écarter les menaces» induites par la crise et «éviter l'effondrement de l'Etat» en vue de faire face aux défis politiques et socioéconomiques et «d'opérer ainsi une rupture» avec les anciennes pratiques politiques, a-t-il soutenu. «La réunion des conditions nécessaires pour permettre au peuple d'élire, souverainement et librement, son président de la République, est à même de traduire fidèlement l'esprit des articles 7 et 8 de la Constitution revendiqués par le peuple lors des marches pacifiques», a-t-il précisé, ajoutant qu'«un éventuel échec pourrait précipiter le pays dans l'inconnu».

«La divergence autour du choix entre la présidentielle et une Assemblée constituante n'est qu'une simple divergence autour de la classification des priorités.

Elle est n'est qu'une question d'agenda politique et d'approche de sortie de la crise», a estimé le président de Talaïe El Houriet, indiquant que «le changement du régime politique, la transition démocratique et l'élaboration d'une nouvelle Constitution sont des objectifs devenus désormais les dénominateurs communs à tous les Algériens». M. Ali Benflis a estimé nécessaire de «prendre les mesures à même d'inciter le citoyen à adhérer et à participer au processus électoral en vue de lui conférer une crédibilité», à travers «des mesures fixées lors de la réunion de l'opposition à Ain Benian», auxquelles son parti demeure attaché. «Le départ du gouvernement actuel et son remplacement par un gouvernement de compétences nationales est une revendication jouissant du consensus, permettant l'organisation d'élections régulières», a-t-il rappelé. Lors d'une conférence de presse, M. Ali Benflis avait salué auparavant la libération du militant politique, Karim Tabbou, affirmant que la décision de la participation de son parti à l'élection du 12 décembre prochain sera prise par le Comité central, en toute liberté et souveraineté, conformément aux statuts du parti, et ne sera pas tributaire de la candidature d'une telle personne ou d'une autre».

## Le FFS réitère son attachement à un dialogue «inclusif» pour résoudre la crise politique

Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Hakim Belahcel, a réaffirmé, vendredi à Tizi-Ouzou, l'attachement de son parti à un «dialogue serein et inclusif» pour résoudre la crise politique.

«Nous réaffirmons notre attachement à un dialogue serein, global et inclusif comme moyen transparent et démocratique pour mettre fin à la crise politique», a déclaré M. Belahcel, lors d'un meeting populaire pour célébrer le 56ème anniversaire de la création du FFS, à la placette du musée en présence d'une foule importante de militants. En outre, il a exprimé l'engagement de son parti «afin de trouver une issue» à cette crise politique, en rappelant les précédentes initiatives entreprises par le FFS, à l'instar de l'alternative du pôle démocratique. Abordant le mouvement populaire enclenché le 22 février dernier à travers le territoire national, M. Belahcel a observé que le peuple algérien «se bat d'une manière pacifique, solidaire et unitaire, pour jeter les bases d'une République démocratique(...)». De son côté, le coordinateur de l'Instance présidentielle du FFS, Ali Laskri, a expliqué, que «la démocratie et l'Etat de droit ne peuvent pas résulter automatiquement d'une élection».

Selon lui, Le FFS préconise la tenue d'une conférence nationale «pour amorcer un dialogue inclusif avec la participation de tous les acteurs politiques et la société civile. Les participants à ce dialogue définiront la feuille de route et conviendront des voies et moyens de réalisation d'une transition démocratique, en écho aux revendications du mouvement citoyen». Il a relevé qu'un «changement démocratique du système, préservera le pays des menaces contre sa stabilité, son unité et sa souveraineté». Ce meeting a été précédé par un recueillement à la mémoire des militants du FFS morts en 1963 au cimetière de M'douha, et d'une marche du siège de la fédération au centre ville vers le lieu du meeting.

APS

## 32ÈME VENDREDI DU HIRAK À ALGER: Maintien des revendications pour un changement du système

Les citoyens, sortis pour le 32ème vendredi consécutif à Alger, dans des manifestations pacifiques, ont réitéré leur appel au départ de tous les symboles de l'ancien régime et leur refus de l'organisation des élections présidentielles dans la situation actuelle.

Les foules ont commencé dès la matinée à affluer vers le centre de la capitale, où un important dispositif sécuritaire a été déployé.

Les manifestants, plus nombreux après la prière de vendredi, ont investi les lieux habituels du Hirak, à l'instar de la Place Audin, la Grande-Poste, et le Boulevard Colonel Amirouche, ont constaté des journalistes de l'APS. Pour ce 32ème vendredi, les slogans ont porté particulièrement sur l'élection présidentielle, prévue le 12 décembre prochain, les manifestants scandant : «Pas d'élections dans les conditions actuelles», «Pas d'élections avec la participation de symboles de l'ancien régime», «Dissolution des partis qui ont soutenu l'ancien

régime», «Départ du gouvernement». Il est à noter que 80 postulants à la candidature pour la prochaine élection présidentielle ont procédé, jusqu'à jeudi, au retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles, parmi lesquels figurent plusieurs responsables de partis politiques. Il s'agit notamment de Ali Benflis, président du parti Talaïe El-Houriet, Abdelaziz Belaid, président du Front El-Moustakbal, et Belkacem Sahli, président de l'Alliance nationale républicaine (ANR). Des candidats indépendants ont également postulé pour la présidentielle, à l'instar, de l'ancien Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune. Dans le même contexte, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), avait assuré jeudi, que l'ANP prendra «dans les meilleurs délais, toutes les mesures nécessaires» qui permettront aux citoyens d'exercer leur droit électoral dans «un

climat de sérénité et de quiétude, et dans les meilleures conditions sécuritaires». Il a assuré que les préparatifs en cours pour les élections ont été «entamés effectivement sur le terrain», à travers la mise à disposition de «toutes les conditions nécessaires et tous les facteurs en faveur de la réussite de ce scrutin décisif dans la vie de la Nation». Par ailleurs, les manifestations ont été marquées comme à l'accoutumée, par une forte présence de l'emblème national, des portraits des héros de la guerre de libération et des détenus du Hirak, ainsi que de banderoles avec des slogans relatifs à l'attachement du peuple à l'unité nationale, la consécration de la démocratie et l'Etat de droit, ainsi que la nécessité d'éradiquer la corruption et de juger les responsables impliqués dans des affaires liées à ce fléau. Il est également à signaler qu'aucun incident majeur n'a été enregistré. Les manifestants ont commencé à se disperser dans le calme vers 17h00.

## TRIBUNAL MILITAIRE DE BLIDA: Le collectif de défense de Saïd Bouteflika, Athmane Tartag, Mohamed Mediène et Hanoune interjette appel

Le collectif de défense de Saïd Bouteflika, Mohamed Mediène, Athmane Tartag et Louisa Hanoune a interjeté appel du jugement prononcé, mercredi, par le tribunal militaire de Blida, les condamnant à 15 ans de réclusion criminelle. Dans une déclaration à l'APS, Me Miloud Brahimi, avocat de Mohamed Mediène, a indiqué que «le collectif de défense a convenu d'interjeter appel du jugement prononcé par le tribunal militaire et ce dans les délais impartis», ajoutant que «les procédures d'enrôlement de l'appel interjeté ont été lancées par certains avocats».

Boudjemâa Ghechir, avocat de Louisa Hanoune a fait savoir que les avocats de certains condamnés «ont déjà engagé les procédures pour interjeter appel, alors que d'autres ne l'ont pas encore fait, mais il est convenu de faire appel du jugement prononcé par le tribunal militaire».

«Les procédures administratives pour l'inscription au rôle de l'appel sont simples et ne nécessitent pas beaucoup de temps, d'autant que le délai légal pour interjeter appel est de 10 jours à compter du prononcé du jugement, a-t-il expliqué. Pour rappel, le Tribunal militaire de Blida avait

condamné ces quatre accusés à quinze (15) ans de réclusion criminelle et condamné par contumace Nezzar Khaled, Nezzar Lotfi, et Benhamedine Farid, en fuite hors du territoire national, à vingt (20) années de réclusion criminelle. Les accusés sont poursuivis pour «des faits commis dans une enceinte militaire, la résidence Dar El Afia, et qualifiés par la loi de crimes de complot ayant pour but de porter atteinte à l'autorité militaire et de complot contre l'autorité de l'Etat, faits prévus et réprimés respectivement par l'article 284 du Code de la justice militaire et les articles 77 et 78 du

Code pénal, avait indiqué un communiqué du Tribunal. Dans ses réquisitions, le procureur militaire de la République avait requis, en application de la loi, la déclaration de culpabilité des inculpés et leur condamnation à la peine de vingt (20) années de réclusion criminelle. Avant la clôture de l'audience, le président du Tribunal avait, conformément à la loi, averti les condamnés qu'ils avaient le droit d'interjeter appel de la sentence devant la Cour militaire d'appel, dans un délai de dix (10) jours qui suivent le prononcé du jugement, avait précisé le communiqué.

## LUTTE ANTITERRORISTE: 2 éléments de soutien arrêtés à Chlef (MDN)

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés mercredi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Chlef, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 25 septembre 2019 à Chlef (5ème Région militaire), deux (02) éléments de soutien aux groupes terroristes», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale «a intercepté, à Biskra (4ème RM) et Sétif (5ème RM), 2 individus et saisi 2 camions chargés de 68 quintaux de tabac», tandis que «2 narcotraqueurs en possession de 4.260 kilogrammes de kif traité ont été appréhendés à Oran (2ème RM)».

A Bordj Badji Mokhtar (6ème RM), un détachement de l'ANP «a saisi 6 groupes électrogènes et 4 marteaux piqueurs», alors que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Tindouf (3ème RM), 2 contrebandiers et saisi un camion chargé de 1.000 unités de produits pharmaceutiques». Par ailleurs, des Garde-côtes «ont réussi à secourir 14 personnes qui ont failli se noyer à 15 miles marins au nord-ouest de Cap Carbon à Oran (2ème RM)», tandis que d'autres unités des Garde-côtes «ont déjoué, à Chlef (1ère RM) et Ain Témouchent (2ème RM), des tentatives d'émigration clandestine de 33 personnes qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale. Aussi, 35 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Ghardaïa et Naâma».

## 02 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à M'Sila et une cache d'armes et de munitions découverte près de Tamanrasset (MDN)

Deux (02) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, jeudi à M'Sila, alors qu'une cache d'armes et de munitions a été découverte près de la bande frontalière à Tamanrasset, par des détachements de l'Armée Nationale Populaire (ANP), indique, vendredi dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement combiné de l'ANP a découvert, le 26 septembre 2019, lors d'une opération de recherche et de fouille menée près de la bande frontalière sud à Tamanrasset / 6 RM, une cache d'armes et de munitions contenant (01) fusil mitrailleur de type FMPK, (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, (576) balles de différents calibres, (05) chargeurs de pistolet mitrailleur Kalachnikov, (01) chargeur de pistolet automatique Tokarev, (02) portes chargeurs de pistolet mitrailleur Kalachnikov et (04) parties vides de chaîne de munition de fusil mitrailleur FMPK», précise la même source.

«Dans le même contexte, un détachement de l'ANP a arrêté, à M'Sila / 1 RM, deux (02) éléments de soutien aux groupes terroristes». En outre, et «dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP et des Garde-frontières ont arrêté un (01) narcotraqueur et saisi un (01) véhicule et une grande quantité de kif traité estimée à (1239) kilogrammes à Naâma et Tlemcen / 2 RM, tandis que d'autres détachements ont saisi, à Ouargla et Biskra / 4 RM, deux véhicules, (170) kilogrammes de kif traité, (19) quintaux de feuilles de tabac, deux (02) téléphones portables et un téléphone satellitaire. Alors qu'une quantité de (5859) litre de carburant destinée à la contrebande, a été interceptée à Souk-Ahras et Thessa / 5 RM». Par ailleurs, des éléments des Garde-côtes et de la Gendarmerie nationale ont déjoué des tentatives d'émigration clandestine de (59) personnes à bord d'embarcations artisanales à Oran, Mostaganem / 2 RM et Chlef / 1 RM», conclut le MDN.

## LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE, AHMED GAÏD SALAH, VICE-MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE NATIONALE POPULAIRE (ANP) :

### «L'ANP prendra toutes les «mesures nécessaires» pour que le citoyen exerce son droit électoral»

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a assuré jeudi depuis Béchar, que l'ANP prendra, «dans les meilleurs délais, toutes les mesures nécessaires» qui permettront aux citoyens d'exercer leur droit électoral dans «un climat de sérénité et de quiétude, et dans les meilleures conditions sécuritaires».

«Le Haut Commandement de l'ANP prendra, dans les meilleurs délais, toutes les mesures nécessaires qui permettront aux citoyens d'exercer leur droit électoral dans un climat de sérénité et de quiétude, et dans les meilleures conditions sécuritaires», a-t-il indiqué dans une allocution d'orientation, diffusée via visioconférence, à l'ensemble des unités de la 3ème Région, au 3ème jour de sa visite à Béchar.

Pour lui, «il est certain que les préparatifs en cours pour les élections présidentielles à venir, dont le rendez-vous, comme vous le savez tous, est fixé pour le 12 du mois de décembre prochain, ont été entamés effectivement sur le terrain, en mettant à disposition toutes les conditions nécessaires et tous les facteurs en faveur de la réussite de ce scrutin décisif dans la vie de la Nation, et ce, à travers l'adaptation de la Loi Organique des élections et sa modification pour répondre aux aspirations légitimes de notre digne peuple, ainsi que la création de l'Autorité Nationale Indépendante des Elections».

Il a ajouté que cette Autorité «est considérée comme un événement d'importance dans le processus de sortie de crise, puisque cette Autorité a bénéficié de toutes les prérogatives qui lui permettent de prendre en charge exclusivement toutes les étapes du processus électoral». Il a ajouté que c'est «un fait (processus électoral) que vit notre pays pour la première fois, et qui constitue un saut qualitatif dans le parcours d'édification de la Nation, conférant davantage de crédibilité et de transparence à l'opération électorale. Je ne manquerais pas de saluer encore, à cette occasion, le sens de responsabilité et d'engagement loyal dont a fait preuve le panel de cette Autorité, de manière à faire de cette importante échéance électorale une étape primordiale que le peuple algérien attend avec enthousiasme». Le général de corps d'Armée a relevé que «ce rendez-vous historique sera une véritable fête pour l'Algérie et pour ses fidèles enfants, sur la voie Constitutionnelle pour la sortie de crise».

«C'est dans cette optique précisément que se manifestent notre attachement à la voie constitutionnelle, notre engagement au respect total des lois républicaines, et notre ligne de conduite dont nous ne dévierons jamais, quelles que soient les circonstances, car il s'agit de la seule voie sûre vers la concrétisation des grandes aspirations escomptées, dont dépend l'avenir du pays», a-t-il fait observer.

Le vice-ministre de la Défense nationale a souligné que «l'objectif majeur de la teneur des discours que je veille à adresser à partir des différentes Régions Militaires, aux fidèles enfants de ma Patrie, à travers tout le territoire national, est de les



accompagner et de les renseigner, sur la base de données, sur les actualités de la situation et sur les événements qui se produisent dans leur pays, de les informer des défis auxquels notre pays fait face, et des efforts que l'ANP fournit, aux côtés de tous les fidèles enfants de notre patrie, pour la sécurisation du présent de l'Algérie et de son avenir, et pour la stabilité du pays et sa prospérité, comme je veille toujours à ce que chaque discours soit en adéquation avec la circonstance et la situation que traverse le pays».

Le Général de Corps d'Armée a précisé que la voie nationaliste «ne convient pas à la horde qui tente par tous les moyens d'entraver ce processus électoral, qui demeure la clef de voûte pour résoudre la crise que traverse notre pays, et que le peuple algérien, conscient de son intérêt et de celui de son pays, ainsi que de l'ampleur des défis rencontrés, saura comment agir lors de ce scrutin national décisif, et relever ce défi à travers une participation forte et massive dans cet effort nationaliste constructif».

«Cette voie nationaliste qui ne convient pas à la horde qui tente par tous les moyens d'entraver ce processus électoral, demeure la clef de voûte pour résoudre la crise que traverse notre pays», a-t-il affirmé.

Il a ajouté que «tous ceux qui se mettent en travers de cette solution constitutionnelle et de la revendication populaire, ou qui oeuvrent à faire obstacle à ce processus national vital, sous quelle que forme que ce soit, trouveront une sanction juste et rigoureuse, voire dissuasive, conformément à la loi, car il n'y a pas de place pour les manigances quand il s'agit de l'intérêt suprême du pays».

Il a relevé que, dans ce cadre, «nous sommes parfaitement convaincus que le peuple algérien, conscient de son intérêt et de celui de son pays, ainsi que de l'ampleur des défis rencontrés, saura comment agir lors de ce scrutin national décisif, et comment relever le défi à travers une participation forte et massive dans cet effort nationaliste constructif, en s'acquittant de son devoir national en toute liberté et transparence, dans un climat empreint de

conscience profonde de l'importance de cet événement et de son rôle primordial dans la réalisation des espoirs des millions de valeureux Chouhada, et des ambitions des générations de l'indépendance».

L'attachement de l'ANP à atteindre «ces aspirations légitimes, est un attachement digne et engagé, qui nous est dicté par les prérogatives constitutionnelles explicites qui incombent à nos Forces Armées», a-t-il insisté, relevant «dans ce cadre précisément, l'importance que nous accordons au soutien de toutes les institutions de l'Etat et à leur accompagnement, ainsi qu'à la mise à disposition de toute forme d'appui à l'Autorité Nationale Indépendante des Elections».

Le Général de Corps d'Armée a réitéré le serment de l'ANP de réunir «toutes les conditions idoines pour la tenue des élections présidentielles, en garantissant tous les facteurs de sécurité et de quiétude pour que le peuple algérien puisse jouir de son droit et exercer son devoir électoral».

«Nous avons fait le serment devant le peuple algérien, de réunir toutes les conditions idoines pour la tenue des élections présidentielles, et nous serons avec la volonté d'Allah Le Tout-Puissant au rendez-vous, en garantissant tous les facteurs de sécurité et de quiétude pour que le peuple algérien puisse jouir de son droit et exercer son devoir électoral, à travers la maîtrise effective sur le terrain et le déploiement total et étudié des différentes forces de sécurité sur tout le territoire national, à même de sécuriser entièrement les élections présidentielles, pour être un fruit mûr et honorable, à même de prendre en charge la concrétisation de la revendication populaire insistante à travers l'élection d'un Président de la République qui jouit d'un fort soutien populaire lui permettant de s'acquitter de ses grandes responsabilités constitutionnelles», a-t-il soutenu. Il a ajouté qu'il s'agit d'une responsabilité d'extrême importance, en parfaite adéquation avec les aspirations légitimes du peuple algérien, qui sera sans nul doute à la hauteur de la grandeur de l'Algérie et de son histoire nationale riche de

hauts-faits et de gloires».

A l'issue de son allocution, le Général de Corps d'Armée a écouté les interventions des cadres et des personnels de la Région qui ont réitéré «leur permanente disponibilité à faire face à tout éventuel risque quelle que soit sa nature».

Suite à quoi, le Général de Corps d'Armée a procédé à l'inauguration du Centre Régional des Transmissions où il a suivi un exposé sur ce centre vital qui assure toute forme de télécommunications au profit de l'ensemble des unités de la Région et avec une haute technologie de pointe, comme il a visité les différentes structures dudit Centre.

Le Général de Corps d'Armée a présidé, ensuite, une séance de travail, au niveau du siège du Commandement de la Région, regroupant le commandement, les Etats-majors de la Région, les Commandants des Secteurs Opérationnels, les Responsables des différents services de sécurité et les Directeurs Régionaux, où il a suivi un exposé global sur la situation générale dans la Région, présenté par le Commandant de la Région.

Ensuite, le Général de Corps d'Armée a prononcé une allocution d'orientation à travers laquelle il a mis l'accent sur l'importance vitale de cette Région et sur le rôle majeur de ses unités implantées à travers le territoire de compétence, dans la sécurisation du pays, tout en insistant sur l'effort de préparation devant être consenti pendant la nouvelle année de préparation 2019-2020. Après avoir inspecté quelques unités du Secteur Opérationnel Sud Tindouf et du Secteur Opérationnel Centre Bordj Akid Lotfi et tenu des rencontres d'orientation avec les cadres et les personnels de ces Secteurs, le Général de Corps d'Armée a inspecté, lors du troisième jour de sa visite dans la 3ème Région militaire, quelques unités du Secteur de Béchar. A l'entame et après la cérémonie d'accueil, et en hommage aux grands sacrifices consentis par les valeureux Chouhada de la Glorieuse Révolution de Libération, le Général de Corps d'Armée, accompagné du Général-Major Mostefa Smaali, Commandant de la 3ème Région Militaire, a observé un moment de recueillement sur l'âme du vaillant Chahid «Mustapha Ben Boulaïd», déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et récitée la Fatiha sur son âme et sur celles de nos valeureux Chouhada.

A l'issue, le Général de Corps d'Armée, accompagné du Général-Major Mostefa Smaali, Commandant de la 3e Région Militaire, a visité la 40 Division d'Infanterie Mécanisée, où il a suivi, après la cérémonie d'accueil, un exposé global présenté par le Commandant de cette grande unité.

## PLF 2020: Priorité à l'investissement et l'encouragement des start-up

La nouvelle mouture du projet de loi de finances (PLF 2020) adoptée mercredi dernier par le Gouvernement contient de nouvelles dispositions favorisant l'investissement hors hydrocarbures, ainsi que la diversification des ressources financières.

A propos de l'encouragement de l'investissement hors hydrocarbures, le PLF 2020 comprend des mesures incitatives et des facilités d'ordre fiscal au profit des start-up, activant dans le domaine de l'innovation et des nouvelles technologies, ainsi que la création de quatre (4) types de zones économiques sur le territoire national qui seront des incubateurs pour ce type d'entreprises.

Afin d'améliorer le climat des affaires, la nouvelle mouture du PLF 2020 maintient la levée des contraintes énoncées dans le cadre de la règle dite «51/49 %», appliquée sur les investissements étrangers en Algérie, au profit des secteurs hors hydrocarbures (non stratégiques). Parmi les nouveautés du PLF 2020, figure la diversification des ressources de financement de l'économie à travers un éventuel recours, de manière sélective, au financement extérieur auprès d'institutions financières internationales de développement en vue de financer les projets économiques structurels et rentables.

Il s'agit aussi, dans ce contexte, de l'élargissement de la règle fiscale, notamment à travers le renforcement des impôts et taxes sur la fortune et les biens.

### Proposition de réforme de la gouvernance des banques publiques

Pour ce qui est de l'importation des véhicules de moins de trois ans, le PLF 2020 prévoit des mesures autorisant les citoyens à importer des véhicules touristiques d'occasion à moteur essence, de moins de trois ans, à leurs propres frais, moyennant paiement des droits et taxes légales et dans le respect des normes de protection de l'environnement.

D'autre part, l'accent a été mis sur «l'impératif retour à un processus budgétaire marqué par la rigueur dans le cadre d'une



approche globale consacrant la rationalisation et l'assainissement des ressources financières», tout en veillant à maintenir un taux de croissance préservant l'activité économique et les postes d'emploi. Le taux de croissance économique devra s'établir, selon le même projet de loi, à près de 1,8 % du Produit intérieur brut (PIB) au titre de l'exercice 2020.

D'autre part, le gouvernement accorde un intérêt particulier au recouvrement de tous les droits et recettes de l'Etat (impôts, taxes et baux), ainsi qu'à la valorisation de l'exploitation des débouchés des investissements économiques publics, afin de réduire au maximum le déficit budgétaire.

A cet effet, il a été décidé la mise en place de mécanismes permettant de recouvrer tous les impôts, taxes et droits au profit du Trésor et des Collectivités locales, selon une nouvelle vision pragmatique réunissant toutes les conditions nécessaires pour que tout responsable des opérations de recouvrement s'engage à atteindre le résultat fixé au préalable avant le début de chaque exercice. Afin de sauve-

garder la production nationale, il a été décidé d'astreindre les agriculteurs ayant bénéficié de subventions de l'Etat dans le cadre de leurs activités, à acquérir le produit national local en matériel agricole.

La réunion du gouvernement a été également consacrée à la présentation d'une proposition de réforme de la gouvernance des banques publiques nationales.

La réforme de la gouvernance concerne, la professionnalisation des Conseils d'administration des banques publiques, par l'intégration de membres indépendants choisis sur la base de leur maîtrise des services bancaires, financiers et économiques et de la technologie numérique, tout en séparant le rôle du Conseil d'administration de celui de Directeur général exécutif, chargé de la gestion opérationnelle de la banque.

Il s'agit également de développer des systèmes efficaces de contrôle des performances financières de l'Etat et de renforcer la transparence et la production de données sur les politiques de développement.

## APN: Installation des 12 commissions permanentes

Les Douze (12) commissions permanentes de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont été installées, mercredi à Alger, a indiqué, jeudi, un communiqué de cette instance législative.

A l'issue de la séance d'installation, supervisée par les vice-présidents de l'APN, cinq (5) commissions sont présidées par le parti du Front de libération nationale (FLN) et quatre (4) autres présidées par le Rassemblement national démocratique (RND), tandis que les partis Tajamou Amel Al Djazair (TAJ) et le Mouvement de la société pour la paix (MSP) président une commission chacun, outre une commission présidée par les Indépendants.

Dans ce cadre, le vice-président de l'APN, Naoum Benlakhdar a procédé à l'installation de la commission des Affaires juridiques, Administratives et des Libertés, présidée par Souad Lakhdari (FLN) et de celle de l'Habitat, de l'Équipement, de l'Hydraulique et de l'Aménagement du territoire, présidée par Mohamed Kabrita (MSP).

De son côté, le vice-président de l'APN, Bousmaha Boualem a installé la commission des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Émigration, présidée par Abdellouai Abdelkader (FLN), tandis que le vice-président de l'APN, Merabet Ali a installé, quant à lui, la commission de la Défense nationale, présidée par Messaoud Bouderradjji (RND).

Par ailleurs, le vice-président de l'APN, Sidi Athmane Lakhdar a procédé à l'installation de la commission des affaires économiques, du Développement, de l'Industrie, du Commerce et de la Planification, présidée par Khadija Righi (RND), et de celle des Transports et des Télécommunications, présidée par Belkacem Laatraoui (Indépendants).

Installée par le vice-président de l'APN, Salah-Eddine Dekhili, la Commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses est présidée par M.

Abderrahmane Yahia (RND), tandis que la Commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement, installée par la vice-présidente, Djamilia Belhabib, est présidée par Ammar Djilani (FLN). Le vice-président, Ahmed Cherifi a installé la Commission de la jeunesse, des sports et de l'activité associative, présidée par Mohamed Khouan (RND), et celle de la culture, de la communication et du tourisme, présidée par Fekih Akacha (TAJ).

Enfin, la vice-présidente de l'APN, Badra Ferki a procédé à l'installation de la Commission de la Santé, des Affaires sociales, du Travail et de la Formation professionnelle, présidée par Rabehi Akila (FLN).

Pour rappel, les membres de l'APN avaient adopté, hier mercredi, la liste des vice-présidents de l'APN, au titre de la troisième année de la huitième législature, et ce lors d'une séance plénière, présidée par Slimane Chenine, président de l'APN.

## RÉSEAU ROUTIER: Plus de 50 milliards DA pour les travaux d'entretien, notamment au Sud

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba, a annoncé, jeudi dans la commune de Timiaouine (wilaya déléguée de Bordj Badji Mokhtar), une enveloppe financière de 50 milliards DA consacrée à l'entretien du réseau routier, notamment dans le Sud.

S'exprimant lors de son inspection de travaux de réhabilitation de tronçons de la RN-6 détériorés par les inondations, le ministre a indiqué qu'une «enveloppe de 50 milliards DA a été approuvée par le Gouvernement pour les travaux de maintenance du réseau routier, notamment dans les régions du Sud du pays».

«Ce programme, dont l'exécution sera entamée au début de l'an prochain et s'étalera sur trois années, permettra la réhabilitation et la modernisation de plusieurs tronçons routiers à travers les wilayas du Sud ayant connu une dégradation», a précisé M.

Kouraba. Inspectant les travaux de réalisation de deux gués de 700 mètres au niveau du point kilométrique 90 sur la RN-6, sur son axe reliant les communes de Bord Badji Mokhtar et Timiaouine (950 km Sud d'Adrar), dégradé par les crues d'oueds, le ministre a appelé à l'accélération du rythme de réalisation qui connaît un «retard».

Le défi aujourd'hui ne réside pas dans la suffisance des enveloppes financières mobilisées, mais dans la qualité de réalisation des infrastructures vitales afin de garantir leur durabilité, estime le ministre qui a appelé pour cela les bureaux d'études et les laboratoires techniques à une présence et un suivi permanents sur le terrain de l'avance-



ment des travaux et de la qualité de réalisation.

Le ministre des Travaux publics et des Transports a écouté des doléances de notables et habitants de la commune de Timiaouine, en rapport notamment avec le «sérieux» et «l'efficacité» dans la réalisation des projets dans la région, à leurs yeux, «en-deçà des attentes».

Ils ont pointé du doigt les entreprises de réalisation

qui, estiment-ils, «ne tenaient pas compte de la qualité de réalisation tout au long des dernières décennies», aggravant la situation déjà contraignante des habitants de la région, sachant que les défis de développement de cette zone frontalière reposent grandement sur son réseau routier.

Dans la commune de Bordj Badji Mokhtar, la délégation ministérielle a inspecté le projet de modernisation de la RN-6 sur un linéaire de 70 km, et a donné des instructions fermes aux responsables locaux du secteur et aux entreprises de réalisation pour respecter les normes de réalisation et veiller au suivi permanent de la qualité des travaux par les bureaux d'études et laboratoires.

Sur site où une présentation lui a été faite sur la situation générale du secteur, M.Kouraba a fait état d'une enveloppe supplémentaire de 10 milliards DA pour la prise en charge de la route Reggane-Bordj Badji Mokhtar sur 580 km, qui présente une détérioration sur plusieurs de ses tronçons, sachant que les travaux seront confiés au groupe Cosider.

Au terme de la première journée de cette visite, le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba, doit inspecter le projet de réalisation d'accotements en béton de la piste d'envol de l'aérodrome de Bordj Badji Mokhtar.

Il poursuivra vendredi sa visite de travail dans la wilaya d'Adrar par l'inspection d'autres projets de maintenance et de modernisation de routes.

## TOURISME

## L'ONT prend part au 41<sup>e</sup> Salon international des professionnels du Tourisme «IFTM Top Resa» à Paris

L'Office national du tourisme (ONT) participe, en compagnie d'une délégation d'opérateurs touristiques et de professionnels de l'artisanat à la 41<sup>e</sup> édition du Salon international des professionnels du Tourisme «IFTM Top Resa» qui se tient du 1<sup>er</sup> au 4 octobre à Paris (France), a indiqué, jeudi, un communiqué de l'ONT.

«Cet événement international est parmi les mécanismes efficaces pour promouvoir les atouts, les potentialités et les produits dont recèlent les pays participants», a affirmé l'office, précisant que ce Salon constitue, en outre, une aubaine pour faire la promotion de la destination Algérie, au vu de la croissance continue du nombre des touristes français qui choisissent notre pays comme destination privilégiée. Cette manifestation permet également de se rapprocher et d'encourager la communauté algérienne établie en France à opter pour leur pays d'origine.

Pour une participation qualitative, une superficie de 60 m<sup>2</sup> a été réservée au pavillon algérien dont la conception alliera modernité et authenticité de l'Algérie en termes des aspects architecturaux et patrimoniaux outre sa dotation de moyens et supports à même de contribuer à une promotion et une commercialisation dans de meilleures conditions.

Les capacités touristiques de l'Algérie seront mises en exergue, lors de cette manifestation, notamment les produits sahraouis, a noté la même source ajoutant que des artisans algériens dans différents domaines (dinanderie, tapisserie) présenteront des œuvres et des activités sur place en ateliers à l'effet de permettre aux visiteurs du pavillon algérien de découvrir les étapes de réalisation de certains produits algériens. De nombreux opérateurs dans le domaine du tourisme et des voyages organisent des tombolas au profit des visiteurs pour gagner des voyages au Sud algérien. Des supports imprimés et numériques en langues française et anglaise seront distribués au niveau du pavillon algérien. Les cadres de l'ONT et les opérateurs algériens donneront, en outre, des informations et des explications aux visiteurs.

## ALGÉRIE-MALI

## L'accord de paix au Mali demeure «le mécanisme approprié» pour le règlement durable de la crise

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a affirmé, jeudi à New York, que l'accord de paix au Mali, «laborieusement négocié», demeure «le mécanisme approprié» pour le règlement durable de la crise, réitérant l'engagement de l'Algérie à poursuivre ses efforts pour «l'application tangible» de cet accord.

«Cela fait plus de quatre ans que l'accord de paix au Mali a été signé. En dépit des difficultés qui ont entravé sa pleine mise en œuvre, il demeure le mécanisme approprié qui s'impose aujourd'hui pour la prise en charge d'un règlement pérenne de la crise malienne», a-t-il souligné dans son intervention lors de la réunion de haut niveau sur le Mali, tenue en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Rappelant que l'accord est «le fruit d'une négociation inclusive» entre les parties maliennes et qu'il «traduit un compromis laborieux mais solide», le ministre a estimé que cet accord «ouvre de réelles perspectives pour le développement économique, social et culturel» au Mali. Selon le chef de la diplomatie algérienne, la mise en œuvre de l'accord de paix au Mali, a enregistré de «nombreux acquis», citant, à ce titre, «la préservation et la consolidation de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du Mali et l'attachement de toutes les parties au processus de réconciliation nationale», ainsi que «l'observation du cessez-le-feu entre les parties signataires» et l'instauration du «dialogue et l'interaction» entre les acteurs maliens engagés dans le processus de paix. Il a relevé également la «volonté commune» des parties d'aller de l'avant dans la

mise en œuvre des dispositions de l'accord de paix et d'aborder «sereinement» les prochaines étapes du processus de paix. M. Boukadoum a appelé, dans ce contexte, la communauté internationale à réfléchir «ensemble» sur les meilleures voies de relancer la dynamique de mise en œuvre de l'accord, soulignant la nécessité de prendre en considération certains «éléments fondamentaux» afin de contribuer au succès de cette démarche. Le ministre des Affaires étrangères a énuméré, à ce propos, deux «éléments fondamentaux»: consacrer encore davantage les vertus du dialogue et de la concertation inter-maliens dans toutes les décisions qui engagent l'avenir du peuple malien», a-t-il affirmé, précisant le rôle de la communauté internationale qui doit se limiter à celui «d'accompagner les parties maliennes, dans le cadre d'un agenda unique dans le seul intérêt du peuple malien». «L'apport des partenaires étrangers reste essentiel pour peu qu'il s'insère dans les besoins identifiés et les priorités définies par l'Etat malien en termes de renforcement des capacités à la fois de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée et de réduction de la pauvreté», a-t-il ajouté. M. Boukadoum a réitéré, à l'occasion, la détermination de l'Algérie à poursuivre son rôle au sein de la



médiation internationale. «Nous tenons à y apporter une contribution adaptée aux efforts de règlement de la crise politico-sécuritaire qui secoue ce pays frère et voisin depuis plus cinq années», a-t-il souligné, affirmant que l'Algérie s'engage à continuer à œuvrer avec ses partenaires de la communauté internationale, notamment à «la persévération de ce cadre de règlement politique laborieusement négocié», et à «l'application tangible et rapide de l'Accord de paix sur le terrain».

Il a affirmé également que l'Algérie s'engage à «donner un engagement effectif et de bonne foi des protagonistes maliens dans le processus de paix et de leur éviter l'application d'un régime de sanctions qui ne serait en réalité que source de durcissement dans les positions».

La contribution de

l'Algérie, a-t-il poursuivi, se fera «au niveau bilatéral en totale concertation avec les autorités maliennes». Il a précisé, à cet égard, que cette contribution se fera «dans le cadre du comité de suivi de la mise en œuvre de l'accord (CSA)».

Le chef de la diplomatie algérienne a estimé, par ailleurs, qu'«au Sahel comme au Mali, il y a un devoir de solidarité, de clarté», exprimant son souhait d'obtenir «une compréhension et une action communes». Il a souligné la nécessité de «mutualiser» les efforts diplomatiques pour régler les problèmes du Mali et du Sahel, mais aussi de la Libye, mettant en garde contre «la compétition malsaine». «Elle est désastreuse! Elle pourrait encore l'être davantage. N'allons pas trop loin pour tenter de régler les problèmes du Mali et du Sahel», a-t-il averti.

## ALGÉRIE-TURQUIE

## Signature des contrats du lancement des études d'engineering du futur complexe pétrochimique algéro-turc

La compagnie nationale, Sonatrach, à travers sa filiale SPIC (Sonatrach Petroleum Investment Corp) et la compagnie turque CPEY, filiale de Ronesans, ont signé jeudi à Istanbul l'ensemble des contrats nécessaires au lancement des études d'engineering du complexe pétrochimique pour la production de propylène et de polypropylène (PDH-PP) à Ceyhan en Turquie.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, du ministre turc de l'Industrie et des Technologies, du ministre turc de l'Énergie et des Ressources naturelles, ainsi que du P-dg de Sonatrach, Rachid Hachichi et du P-dg de Ronesans, Erman Ilicak, a précisé un communiqué de la compagnie nationale des Hydrocarbures.

Étaient également présents, des administrateurs de la société du projet, du contractant FEED GS (SudCoréen), du conseil PMC ISS (Italie), du bailleur de Licences UOPL (UK), du bailleur de Licences Lyondell Basell (Italie), ainsi que les autorités locales turques, a ajouté la même source.

«Cet événement représente l'aboutissement des efforts de deux années de travail continu des équipes des deux parties», a souligné le communiqué, ajoutant que Sonatrach et Ronesans avaient procédé, le 19 août 2019, à la création de la société de projet, une société mixte de droit turc dénommée, «Ceyhan Polipropilen Uretim Anonim ?irket» avec une structure d'actionnariat de 34% pour la SPIC et 66% pour CPEY. Cette société de projet a pour objet, selon la même source, la conception, l'ingénierie, l'approvisionnement, la construction et l'exploitation d'un complexe de production de 450 mille tonnes

par an de polypropylène au niveau de la zone industrielle de Ceyhan, dédiée au développement de la pétrochimie.

Selon Sonatrach, l'investissement de ce projet est estimé à environ 1,4 milliard de dollars américains. Il sera financé en mode «Project Finance», sans recours aux garanties des actionnaires, pour près de 70% par les banques et de 30% par les actionnaires.

Sonatrach et Ronesans ont «déployé avec détermination tous les efforts nécessaires pour assurer la réussite de ce projet notamment en matière d'assiette foncière attribuée au niveau de la zone industrielle, de fourniture de la matière première «propane» au projet assurée par Sonatrach à l'horizon 2040, des avantages fiscaux accordés au pro-

jet par deux décrets signés par le Président turc, Recep Tayyip Erdo'an».

Ce projet représente un «intérêt stratégique» pour la Turquie comme pour l'Algérie. Pour la Turquie, du fait que ce projet permettra d'y réaliser la première unité pétrochimique de taille mondiale et il est considéré comme précurseur pour le développement de la pétrochimie dans ce pays. Aussi, le projet permettra de répondre à une demande importante en produits pétrochimiques dans la région et de saisir l'opportunité d'un marché potentiel de polypropylène de plus de deux millions de tonnes par an, situé à une centaine de kilomètre du site du projet, a relevé le communiqué.

Pour l'Algérie, ce projet vient renforcer les

investissements de Sonatrach dans le domaine de la transformation, option stratégique adoptée dans sa vision SH2030, après celui de Arzew, et traduit également la volonté de son déploiement à l'international avec une importance particulière puisqu'il s'agit du premier projet hors de l'Algérie avec une telle capacité, ce qui placera la compagnie nationale parmi les acteurs de l'industrie de production du polypropylène.

Ce projet permettra également à Sonatrach de sécuriser un débouché, à long terme, pour le propane algérien jusqu'à 2040 pour une quantité de 540 mille tonnes par an, et de bénéficier des dividendes en qualité d'actionnaire à hauteur de 34% dans le projet, a indiqué la même source.

## ENERGIE :

## Arkab supervise la cérémonie de signature du contrat de réalisation d'un complexe pétrochimique en Turquie

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab a supervisé, jeudi à Istanbul (Turquie), la cérémonie de signature du contrat de réalisation d'un complexe pétrochimique entre Sonatrach et l'entreprise turque «Ronesans», pour la transformation du «propane» en «polypropylène». Lors de son intervention, M. Arkab a mis l'accent sur l'importance, pour les deux pays, de réaliser ce «projet stratégique» qui viendra conforter «les relations de coopération qui ont connu ces dernières années une évolution notable», a indiqué le ministre de l'Énergie dans un communiqué. Pour le ministre, «les échanges économiques et commerciaux entre l'Algérie et la

Turquie ont connu un véritable saut qualitatif», en atteignant 3,5 milliards de dollars. Ce projet d'une capacité de production de 450 mille tonnes/an de polypropylène vient renforcer la position de Sonatrach au plan international et placera la compagnie nationale parmi les acteurs de l'industrie de production du polypropylène, précise M. Arkab. De surcroît, ce complexe, approvisionné par «le propane» algérien, permettra à la Turquie de réduire ses importations en cette matière vitale, a-t-il ajouté. «Ce nouveau partenariat est une occasion pour les deux pays de consolider, voire hisser leurs capacités énergétiques», il traduit également la volonté com-

une de renforcer les relations de coopération et de partenariat existant entre les deux pays, a souligné le ministre qui a mis en évidence «l'importante coopération entre les deux pays basée sur un socle économique solide dans le cadre d'un partenariat au mieux des intérêts économiques communs». A travers son plan de transformation adoptée dans sa vision à l'horizon 2030, Sonatrach accorde un intérêt particulier au développement de l'industrie pétrochimique, visant essentiellement la revalorisation des ressources en hydrocarbures liquides et gazeux dans le but d'apporter une valeur ajoutée au secteur et à l'économie nationale

CIMENTERIE HAMMA BOUZIANE (CONSTANTINE):

## Mise en service «à partir de 2020» d'un incinérateur des déchets industriels

Un incinérateur des déchets industriels sera mis en service «à partir de 2020» par la Société des ciments de Hamma Bouziane (SCHB) de Constantine, relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) pour «résoudre l'équation développement économique et protection de l'environnement», a indiqué jeudi, le P-dg du SCHB, Mustapha Kebbou.

«Ce projet qui sera concrétisé avec la direction locale de l'environnement permettra de trouver un terrain d'entente entre le souci de développer davantage la chaîne de production du ciment et la préoccupation de l'heure relative à la protection de l'environnement», a souligné M. Kebbou en marge d'une journée technique sur «les ciments en Algérie: enjeux et perspectives», organisée à la cimenterie de Hamma Bouziane, à la sortie Nord-Est de Constantine.

Outre l'avantage de réduire le coût de l'énergie qui constitue la plus grande dépense du groupe bien avant les frais de maintenance et d'entretien, ce futur incinérateur permettra de préserver l'environnement à travers l'élimination des résidus et autres déchets nuisibles à l'environnement et à la santé publique, a-t-il expliqué. Une fois opérationnel, l'inci-



nérateur des déchets industriels devra ouvrir une centaine de postes de travail et des plans de charge pour les micro-entreprises versées dans la collecte et le tri des déchets, a fait savoir M. Kebbou, tout en rappelant l'engagement de GICA à participer activement à l'essor économique du pays à travers la multiplication et la diversification de la production. A ce titre, le même responsable a indiqué que le nouveau produit de la SCHB, le ciment Portland CEM I

52,5 N qui constitue «la solution idoine pour les grands travaux nécessitant une haute résistance, «a donné satisfaction aux opérateurs nationaux et étrangers chargés de la réalisation de grands ouvrages à travers le pays.» Au cours de cette journée technique à laquelle ont pris part entre autres, des universitaires et des représentants de l'ordre des architectes, le syndicat des ingénieurs en génie civil, l'Agence nationale des autoroutes (ANA) et l'Office de

promotion et de gestion immobilière (OPGI) a été l'occasion de débattre plusieurs thèmes en rapport notamment avec les ciments verts (non polluants), comme une solution pour un cadre bâti durable.

Comprenant également des aspects en rapport avec le marketing et le management, la journée technique a été l'occasion de débattre l'impact de la recherche scientifique sur les ciments GICA, en présentant l'étude faite par le laboratoire matériaux et durabilité des constructions de l'université Constantine1 sur les cas de valorisation des déchets (fibres végétales bouteilles en verre, granulats de caoutchouc entre autres) dans le béton auto-plaçant et le béton ordinaire.

Une visite aux unités de la société des ciments de Hamma Bouziane a été organisée au profit des participants, au terme de cette journée technique.

## Réalisation de 95% des objectifs de production tracés pour l'année en cours

La Société des ciments de Hamma Bouziane (SCHB) de Constantine, relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) a atteint «jusqu'à 95% des objectifs de production tracés» au titre de l'exercice 2019, a affirmé jeudi le président directeur général de la SCHB, Mustapha Kebbou.

«La SCHB n'a pas enregistré de recul dans ses activités et ses objectifs de production sont respectés à hauteur 95% et tout retard enregistré en raison des périodes de maintenance est rattrapé», a souligné le même responsable lors d'une journée technique sur «les

ciments en Algérie: enjeux et perspectives», organisée à la cimenterie de Hamma Bouziane.

Affirmant que conformément au plan d'action de GICA, la SCHB s'emploie à améliorer «de manière constante» la qualité du ciment produit en tenant compte des aspects économiques et environnementaux de l'activité, le même responsable a fait part de l'importance des investissements alloués par le Groupe pour l'installation des filtres à manches de dernière génération dans ses cimenteries en vue de préserver l'environnement. A ce

titre, M. Kebbou a indiqué que les 14 cimenteries que compte GICA sont dotées de filtres à manche installés en remplacement des électrofiltres, pour permettre d'augmenter les performances du système de filtration, où «les émissions de poussières dans l'air, ne dépassent pas le seuil réglementaire de 10mg/Nm3».

Le Groupe GICA a augmenté ses capacités de productions de ciments atteignant 20 millions de tonnes par an, a rappelé le même responsable, faisant état de perspectives «d'accroître la production d'ici à 2020».

CASNOS:

## Augmentation du nombre de cotisants «d'année en année»

Le nombre de cotisants des travailleurs non-salariés augmenté d'année en année au niveau de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), a affirmé, jeudi à Oran, le directeur général de cette institution.

«Nous enregistrons une augmentation continue, d'année en année, du nombre des cotisants auprès de la CASNOS», a déclaré à l'APS Acheuk Youcef Hawki, en marge de la journée régionale d'information pour la vulgarisation du dispositif d'affiliation des artisans.

«En 2014, le nombre était à moins de 400.000 cotisants. Il atteint aujourd'hui près de 900.000 cotisants», a-t-il indiqué. Pour le Dg de la Caisse, cette importante augmentation est le fruit des actions de la sensibilisation et les programmes d'accompagnement, engagés par l'Etat pour faciliter l'accès à l'affiliation et assurer aux travailleurs non-salariés une sécurité et une couverture sociale.

La CASNOS, a atteint également un nombre dépassant 1,9 million affiliés, dont plus



d'un million ne sont pas réguliers vis-à-vis le système de cotisation. «La Caisse est en bonne santé financière et jouit de grandes capacités pour le financement de plusieurs activités dédiées aux cotisants, notamment à travers les conventions avec les structures chirurgico-médicales, comme les centres d'hémodialyse et les cliniques de la chirurgie cardiologique et autres», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, dans le cadre de la concrétisation de la convention, signée en juin dernier entre la Caisse et la chambre nationale de l'artisanat et des métiers, le lancement du dispositif de l'insertion

des artisans dans le système d'affiliation à la CASNOS, a commencé d'être rentable, selon le M. Acheuk Youcef, citant l'opération-pilote menée à Alger et qui a permis, à ce jour, la régularisation de plus de 5.000 artisans, activant auparavant dans l'informel.

Selon le même responsable, cette opération sera étendue à l'échelle nationale, à travers ces rencontres régionales, qui permettront d'expliquer les modalités de cette convention. Ce dispositif a également pour objectif de garantir plus de conformité dans les activités des artisans, qui, pour certains cas,

seraient victimes d'accidents de travail, sans qu'ils soient couverts par la sécurité sociale, comme les plombiers, les électriciens et d'autres corps de métiers, a encore ajouté le directeur général de la CASNOS. Des rencontres régionales similaires seront tenues la semaine prochaine à Annaba et Biskra. Pour sa part, la directrice générale de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, Dalila Bentlemsani, a souligné la nécessité de renforcer le contenu de la convention «afin de répondre davantage aux attentes et aspirations des artisans», a-t-elle expliqué.

HYDRAULIQUE

## Prise en charge des salaires de cinq mois des travailleurs de 5 entreprises du secteur des ressources en eau

Le ministre des Ressources en eau, Ai Hamam a déclaré, jeudi à An Témouchent, que les salaires de 5 mois restants de l'année en cours des travailleurs de 5 entreprises économiques de son secteur ont été pris en charge.

En marge de la visite du projet de la station de traitement des eaux usées dans la commune d'Ain Témouchent, le ministre a souligné que dans le cadre d'un conseil ministériel conjoint présidé par le Premier ministre en présence du ministre des Finances, les salaires de 5 mois restants de l'année en cours ont été pris en charge à savoir les travailleurs de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), de l'Algérienne des eaux (ADE), de l'Office national d'assainissement (ONA), de l'Agence nationale des ressources en eau et de l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID).

Il a été demandé à ces cinq entreprises économiques relevant du secteur de réaliser des recettes supplémentaires en harmonie avec la gestion, la prise en charge des charges de consommation énergétique, de la masse salariale, de l'acquisition des produits d'assainissement et d'exploitation des stations d'épuration des eaux usées et des services, a-t-il fait savoir.

«Il est anormal que ces entreprises continuent à dépendre des aides de l'Etat. Elles doivent réfléchir sur des mécanismes pour réaliser des rentrées supplémentaires permettant une gestion équilibrée», a déclaré le ministre dans ce sens.

M. Hamam a procédé, à la fin de sa visite dans la wilaya, à la mise en service d'une station de relevage d'eaux usées située dans la commune de Sidi Benadda, mettant l'accent sur l'exploitation des eaux traitées en stations d'épuration en agriculture. Ces eaux pourront être livrées gratuitement aux agriculteurs dans une première année comme motivation pour leur encouragement et au delà avec une contrepartie financière pour l'Office national d'assainissement pour renflouer ses recettes.

TOURISME

## La part du tourisme dans la création d'emplois en Algérie «analogue aux niveaux internationaux»

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a affirmé jeudi à Guelma que la part du secteur touristique dans la création d'emplois en Algérie est «analogue aux niveaux internationaux.»

Dans une déclaration à la presse sur le site naturel de la cascade de la commune de Hammam Debagh, le ministre a indiqué que «la part du tourisme dans la création d'emplois à l'échelle nationale équivaut au niveau international de 10 %, avec un total de 700.000 travailleurs auxquels s'ajoutent, a-t-il noté, 900.000 emplois du secteur de l'artisanat et des métiers.»

Le récent choix de l'Algérie pour être membre du bureau de l'Organisation mondiale du tourisme constitue «un signe du retour du secteur touristique algérien en tant que destination du tourisme mondial», a considéré le ministre, tout en soulignant que son département oeuvre actuellement à «réhabiliter le tourisme par l'adoption des technologies d'information et de communication conformément aux conditions de l'Organisation mondiale du tourisme. Dans un des complexes de la région de Hammam Ali dans la commune de Hélopolis, le ministre a ouvert une exposition sur les dispositifs d'emploi et le secteur touristique avant de remettre les prix aux lauréats du concours du meilleur établissement hôtelier, meilleure agence touristique et meilleure vidéo sur le tourisme. M. Benmessaoud a également visité le projet d'un village touristique (4 étoiles) et le complexe thermal public Chellal, où une convention a été signée entre le complexe et une agence touristique d'Ouargla pour l'organisation de cures au profit des habitants du Sud avec des réductions de 20 %.

## OUARGLA: 30 nouveaux projets d'investissement entrent en activité à Touggourt



Trente (30) projets d'investissement sont entrés en activité depuis 2011 dans la wilaya déléguée de Touggourt, a-t-on appris jeudi de la direction déléguée de l'Industrie et des Mines (DIM).

Occupant une surface de plus de 69 hectares, ces projets, ayant généré 1.167 emplois, sont versés dans les services (12 projets) et le reste concerne des briqueteries et des unités de transformation et de production métallique, dont les pylônes électriques, en plus de projets liés aux secteurs de l'agriculture, du tourisme, de l'industrie alimentaire et de la fabrication de matériaux de construction, a indiqué le DIM délégué Hocine Hemmal.

D'autres projets d'investissement sont en cours de réalisation et sont susceptibles, une fois fonctionnel, d'insuffler une dynamique au développement socio-économique de la région.

## TIZI-OUZOU: Une opération d'assainissement du foncier touristique lancée prochainement

Une opération d'assainissement du foncier au niveau des zones d'expansion touristiques (ZET) des communes côtières de la wilaya de Tizi-Ouzou interviendrait d'ici la fin de cette année, a indiqué jeudi le chef de l'exécutif local, Mahmoud Djamaa.

L'opération est destinée à « assainir la nature juridique du foncier touristique » pour « le mettre à la disposition des investisseurs et permettre de booster l'industrie touristique au niveau local », a souligné M. Djamaa qui s'exprimait à l'ouverture des festivités de célébration de la journée mondiale du tourisme.

Les dossiers de trois (03) de ces 08 ZET réparties à travers les communes de Tizirt, Iflissen et Azzefoun ont déjà été transmis à l'Agence nationale de développement touristique (ANDT) et au ministère du tourisme pour leur déclassement, en attendant l'étude de cinq (5) autres zones restantes.

Il s'agit de la zone de Thassalassth dans la commune de Tizirt d'une superficie de 168 ha, celle de Féraoun de 78 ha dans la commune d'Iflissen et Belrouna de 637 ha dans la commune d'Azzefoun.

L'artisanat bénéficiera, quant à lui, de la distribution de 219 locaux commerciaux qui seront mis à la disposition de jeunes artisans porteurs de projets, dont une soixantaine a déjà été distribuée à ajouté M. Djamaa.

Plus de 30.000 postes d'emplois, dont 28.000 dans l'artisanat, 1.000 dans le domaine de l'hôtellerie et 500 au niveau des 62 agences de tourisme, sont offerts par le secteur du tourisme au niveau de la wilaya, alors que 3.000 autres sont attendus, dans le cadre de la réalisation de 54 projets, qui est en cours.

Placé sous le thème « tourisme et emploi: un avenir meilleur pour tous », cette journée organisée, par la direction locale du tourisme et de l'artisanat en collaboration avec la chambre de l'artisanat et des métiers de la nouvelle maison de l'artisanat, vise à « faire connaître le potentiel touristique de la wilaya » a souligné pour sa part, Ghedouchi Rachid, directeur local du tourisme.

## WILAYA D'ALGER : 170 familles de Bologhine et Oued Koriche relogées

La 25e opération de relogement et d'éradication de l'habitat précaire s'est poursuivie jeudi à Alger avec le relogement de 170 familles des communes de Bologhine et de Oued Koriche dans quinze (15) sites répartis sur plusieurs communes de la capitale.

Dans ce cadre, 124 familles ont quitté, tôt ce matin, le bidonville « Djenane Chalou » à Oued Koriche pour rejoindre des logements décentes au niveau de dix (10) sites répartis sur les communes de Ouled Fayet, Ain Benian, Beni Messous et Draria. Dans une déclaration à l'APS, le wali délégué de la circonscription administrative de Bab El Oued, Athmane Abdelaziz, a précisé que les habitations de ces familles avaient subi d'importants dégâts suites aux pluies qui se sont abattues sur la capitale en septembre.

Ces familles étaient déjà inscrites sur les listes des familles concernées par le relogement, mais les dégâts subis par leurs habitations ont accéléré l'opération pour éviter un sinistre, a-t-il ajouté. Dans la commune de Bologhine, 46 familles issues des centres de transit « Ettouta », « Fodil el-Ouartilani » et « el-Hoggar » et le site « Diar el-Kheloua » ont bénéficié de logements décents au niveau de cinq (5) sites à travers les communes de Ain Benian, Beni Messous et Hammamet.

Proposition pour affecter les terrains récupérés à la réalisation de nouveaux logements. Dans une déclaration à l'APS, le wali délégué de la circonscription administrative de Bab El Oued, a fait état d'une proposition faite par ses



services à la Direction de l'habitat de la wilaya d'Alger pour affecter les terrains récupérés à Bologhine à la réalisation de nouveaux logements, plus précisément la formule de Logement promotionnel aidé (LPA), ou à la réalisation de structures à caractère public, dont des établissements éducatifs ou autres, tandis que le site de la crèche « Diar el-

Kheloua » serait probablement affecté au siège de la société « Asrout ».

Selon la même source, les 15 sites qui ont accueilli les familles relogées, sont supervisés par les Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) d'Hussein Dey, de Dar EL Beida, de Bir Mourad Rais et de l'Agence foncière d'Alger.

## GHARDAÏA: 400 millions DA pour rehausser le paysage urbain

Une enveloppe de plus de 400 millions DA a été mobilisée pour rehausser le paysage urbain et réhabiliter le patrimoine immobilier des différentes communes de la wilaya de Ghardaïa, a affirmé jeudi à l'APS le directeur du logement (DL) de la wilaya.

Cette enveloppe, issue du recouvrement de la taxe d'habitation, permettra de revaloriser le parc immobilier en décrépitude des localités urbaines de la wilaya, notamment les quartiers affectés par les aléas de la dégradation et d'améliorer la qualité de vie du citoyen, a expliqué Abdelhalim Mellat.

La réhabilitation des constructions, le ravalement des façades, l'aménagement de la voirie, ainsi que l'organisation de la circulation afin de faciliter la mobilité des personnes et des véhicules dans ces zones urbanisées, sont devenus une nécessité du fait de la décrépitude, du



délabrement et de l'effritement, a-t-il soutenu.

Le vieillissement sous le poids du temps, l'érosion et l'absence d'entretien et de restauration de ce patrimoine immobilier ont fortement contribué au processus de sa dégradation, a justifié M. Mellat.

Le patrimoine bâti de chaque localité occupe une

place prestigieuse sur le plan touristique, d'autant plus que la notoriété de la région de Ghardaïa et son processus de développement reposent sur son produit culturel, architectural et touristique, qui doit être sauvegardé, a souligné le même responsable.

L'opération permettra aussi de créer une dyna-

mique socioéconomique dans la région en stimulant l'emploi pour les jeunes chargés des travaux de rénovation des bâtiments et des édifices.

La wilaya de Ghardaïa a également bénéficié dans le cadre de l'amélioration urbaine d'une somme conséquente de plus de 1,5 milliard DA, débloquée par le ministère de l'habitat et dédiée à valoriser les tissus urbains de la wilaya, à renforcer l'attractivité de la région et à améliorer les conditions de vie des habitants, selon le DL.

Ces projets d'amélioration urbaine reflètent le souci des pouvoirs publics de renforcer le rayonnement international du patrimoine architectural, historique et touristique de la région de Ghardaïa, qui recèle d'importantes potentialités touristiques et un patrimoine classé patrimoine universel par l'UNESCO depuis 1982.

## TINDOUF/CAMPAGNE DE NETTOIEMENT: Plus de 200 tonnes de déchets collectés

Une quantité de plus de 200 tonnes de déchets, tous genres confondus, a été ramassée lors de la première journée de la 3ème campagne de nettoyage, en l'espace de deux mois, lancée jeudi au niveau des lits et berges de l'Oued de Tindouf.

Cette campagne, pour laquelle ont été mobilisés les moyens humains et matériels nécessaires, dont 60 agents d'hygiène et 20 camions, a permis la collecte de déchets solides et en plastiques jonchant le cours de l'Oued et susceptibles de provoquer des obstructions et d'éventuelles inondations, a indiqué un ingénieur à la direction de l'Environnement, Abdelali Belaidi. Le ramassage des débris et autres

déchets entassés dans les lits et berges de l'oued constitue le plus gros de cette action de nettoyage que bon nombre de riverains ont salué.

Les services de la wilaya ont, à cette occasion, appelé à renouveler ce genre de campagnes pour éliminer les déchets polluants et menaçant le cours de l'oued et d'adopter des actions dissuasives à l'encontre des contrevenants à l'origine de cette situation.

Cette campagne est menée concomitamment avec celle de boisement de plantes d'ornement adaptées aux conditions naturelles de la région, pilotée par la conservation des forêts, en coordination avec des associations locales dans le cadre de la mise en oeuvre du pro-



gramme de protection de l'environnement, l'ancrage de l'esprit de préservation du milieu naturel à Tindouf.



## MILA:

## Saisie de pièces de monnaie ancienne, lanternes et manuscrits en possession d'un ressortissant étranger

Les services de sûreté de la daïra de Grarem Gouga (Mila) ont saisi 377 pièces de monnaie ancienne, des lanternes à huile antiques et deux vieux manuscrits en hébreu trouvés en la possession d'un ressortissant étranger interpellé courant cette semaine sur la route nationale 27 (RN 27), a indiqué jeudi le chef de la sûreté de daïra, le commissaire principal de police, Chaabane Ablaoui.

Exploitant des informations sur les réseaux sociaux, les éléments de la sûreté ont interpellé mardi un homme de 42 ans de nationalité étrangère à bord d'une voiture touristique immatriculée à l'étranger qui était en possession d'une quantité importante de biens culturels à valeur historique et archéologique confirmée par l'expertise du service du patrimoine de la direction de wilaya de la culture, a ajouté le même officier.

Le mis en cause sera présenté devant les instances juridiques compétentes après achèvement des procédures légales, a ajouté la même source.

Selon M. Loughed Chiaba, chef service patrimoine culturel de la direction de la culture (partie chargée de l'expertise), les biens saisis se répartissent en trois lots.

Le premier est composé de 377 pièces de monnaie archéologique en bronze datant de la période romaine, le deuxième est composé de trois lanternes à l'huile en poterie décoré en très bon état de conserva-



tion tandis que le troisième comprend deux copies d'un manuscrit de 18 feuilles en hébreu avec l'étoile de David en haut de chaque feuille et le dessin d'un chandelier à la première page de chaque copie, a-t-il précisé. L'examen de ces biens cul-

turels a confirmé leur «importance archéologique et historiques», a assuré le même cadre.

Un montant de 340.000 DA a été également trouvé et la voiture au bord de laquelle se trouvaient ces biens a été saisie.

## EL TARF:

## Campagne de sensibilisation sur les dangers liés au mauvais usage de l'internet au profit des élèves

Plus d'une centaine d'élèves scolarisés, dans les trois cycles éducatifs de la wilaya d'El Tarf ont été ciblés par une campagne de sensibilisation sur les dangers liés au mauvais usage de l'internet, à la drogue et à la prévention routière, initiée par la direction de la sûreté de wilaya, a indiqué jeudi, le chargé de communication de ce corps de sécurité.

Tenue au lycée Bouraoui Laridi Essadek, au chef-lieu de wilaya, cette campagne a été animée par des cadres de la sûreté de wilaya, en étroite

coordination avec les services locaux de l'éducation, où une panoplie de conseils et recommandations visant à informer les scolarisés sur les dangers méconnus qui les guettent sur la toile et les conséquences désastreuses découlant de la mauvaise utilisation de cet outil moderne de communication ont été prodigués, selon le commissaire Labidi Mohamed Karim.

Aussi, les animateurs de cette campagne d'information de proximité ont souligné l'importance de la vigilance, une fois

connecté, face à des courriers indésirables, des mauvaises rencontres notamment.

Les scolarisés ont également été sensibilisés à la prévention de la consommation des psychotropes et drogues, «un fléau qui a tendance à toucher de plus en plus de jeunes et moins jeunes, inconscients des conséquences désastreuses résultant de cette consommation», a souligné la même source.

Les cadres de la police ont également invité les enfants à adopter les bons réflexes sur le chemin de

l'école, à faire preuve de prudence en traversant la route et à utiliser les passages pour piétons, a-t-il noté.

S'inscrivant dans le cadre d'une campagne d'information de proximité destinées au profit des différents cycles éducatifs de la wilaya d'Tarf qui compte 109.899 élèves répartis à travers 367 établissements scolaires, cette action de sensibilisation se poursuivra, tout au long de l'année, pour toucher le plus nombre possible d'élèves, a-t-on conclu.

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ:

## Démantèlement d'un réseau international de prostitution et libération d'un otage à Chéraga

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au démantèlement d'un réseau de prostitution, à l'arrestation de 10 individus de différentes nationalités africaines, et à la libération d'un otage de nationalité africaine séquestré par deux Algériens, arrêtés par la suite, outre la saisie de plus de 470 unités de boissons alcoolisées, a indiqué jeudi un responsable à la Sûreté de la circonscription administrative de Chéraga.

A ce titre, le chef de Brigade de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de ladite circonscription administrative, le Commissaire de police, Ali Tounsi a précisé dans

une déclaration à la presse, que la première affaire traitée concernait la saisie de faux billets et des billets en devise qui devaient être écoulés sur marché national, l'association d'une bande de malfaiteurs et séquestration et torture d'un otage.

Il a indiqué également que cette opération s'était soldée par la libération de ce ressortissant de nationalité africaine qui faisait partie d'une deuxième affaire consistant en l'ouverture d'un local à des fins de prostitution et incitation à la débauche, outre la production et la promotion de films pornographiques, la résidence illégale et le commerce illicite de boissons alcoolisées. Sous la supervision

permanente et continue du Procureur de la République territorialement compétent, ajoute le commissaire de police, il a été procédé, lors des deux opérations, à la saisie de 479 unités de boissons alcoolisées, 5,7 millions de centimes, 22 téléphones portables, 2 tablettes, 2 caméras, une (1) unité centrale et un (1) coffre-fort contenant 44 rames de papier en couleur noire et verte, en sus de trois sacs contenant une poudre, des gants, des couteaux de différents calibres et autres objets.

Les 13 mis en cause ont été déférés, après parachèvement des procédures légales, devant le Parquet territorialement compétent.

## TIZI-OUZOU:

## Dérapage d'un bus de ramassage scolaire, pas de blessés parmi les élèves en état de choc

Un bus de ramassage scolaire a dérapé jeudi matin au centre ville de Tizirt mettant en état de choc 10 collégiens et une lycéenne, a indiqué la protection civile dans un communiqué.

Le bus qui transportait des élèves du village Tifra a dérapé à hauteur du collège Medjber, dans la ville de Tizirt. Outre les victimes qui étaient en état de choc, sept (7) collégiens âgés entre 11 et 14 ans, le conducteur du bus âgé de 55 ans et le receveur âgé de 44 ans, souffraient de douleurs aux pieds, a-t-on précisé de même source. Les éléments de la protection civile de l'unité de Tizirt sont intervenus pour évacuer 21 victimes de l'accident (souffrant de douleurs aux pieds, en état de choc), à l'hôpital de cette ville côtière, a-t-on ajouté.

## SOUK AHRAS:

## Saisie de 5 voitures et 2 camions suite au démantèlement d'un réseau

Cinq (5) voitures, deux (2) camions et 41 dossiers de base pour véhicules ont été saisis par la brigade de recherche de la gendarmerie nationale du groupement de la wilaya de Souk Ahras suite au démantèlement d'un réseau criminel de falsification des documents de base de véhicules, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué émanant du groupement de wilaya de ce corps sécuritaire.

Agissant sur informations confirmées relatives aux activités d'un réseau de falsification des documents de base de véhicules et suite aux instructions du parquet, la brigade de recherche de la gendarmerie nationale a ouvert une enquête ayant conduit au démantèlement du réseau qui activait à travers les wilayas dans l'Est du pays et à l'arrestation de neuf individus âgés entre 30 et 60 ans, tandis que deux autres demeurent en fuite. Cinq voitures, deux camions et 41 dossiers de base pour véhicules ont été saisis, a-t-on précisé. Présentés mercredi devant le procureur de la République près le tribunal de Souk Ahras pour «constitution d'association de malfaiteurs», «contrebande et falsification de documents officiels» et «abus de fonction», les mis en cause ont été déférés devant le juge instructeur qui en a placé cinq sous mandat de dépôt, alors que quatre ont bénéficié de la liberté provisoire, a-t-on indiqué.

## M'SILA:

## Saisie de 328 quintaux de blé tendre destinés à la contrebande

Une quantité de 328 quintaux de blé tendre destinée à la contrebande a été saisie à M'sila par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale, ont annoncé jeudi les services de ce corps constitué.

Lors d'un point de contrôle routier, les éléments de la gendarmerie nationale ont intercepté au cours de cette semaine une semi remorque en provenance de Bejaia transportant cette quantité de blé tendre à destination de Laghouat, a-t-on précisé, détaillant que le conducteur du camion ne possédait aucune pièce justifiant le transport de cette marchandise.

La quantité de blé saisie à été acheminée vers la coopérative de céréales et des légumineuses secs (CCLS) de M'sila, ont expliqué les mêmes services qui ont rappelé que deux autres opérations de saisie de blé tendre destiné à la contrebande ont été effectuées au cours de cette semaine dans la capitale du Hodna et qui se sont soldées par la saisie de 150 quintaux de ces céréales. Selon les enquêteurs de la Gendarmerie nationale, les contrebandiers vendent le quintal de blé tendre détourné pour constituer un aliment du bétail à 4 000 DA, alors qu'habituellement le quintal de la même céréale est cédé à 2000 DA pour sa transformation en farine ou en semoule.

## ARGENTINE: Un séisme de magnitude 6,1 se produit en Argentine (USGS)

Un séisme d'une magnitude de 6,1 sur l'échelle de Richter a été enregistré à 40 km à l'ouest de la ville de Villa La Angostura, en Argentine, jeudi à 16h36 GMT, a annoncé l'Institut américain d'études géologiques (USGS).

L'épicentre du séisme, situé à une profondeur de 128,26 km, a été localisé à 40,8109 degrés de latitude sud et 72,1177 degrés de longitude ouest.

## FRANCE: Un incendie maîtrisé dans une usine chimique au nord-ouest du pays

Un incendie dans une usine chimique classée comme «particulièrement dangereuse» à Rouen, en Normandie (nord-ouest de la France) a été maîtrisé jeudi à la mi-journée, aucune victime n'a été déplorée, rapportent des médias.

Selon le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, cité par des médias, l'incendie «est cantonné» et «ne devrait pas se développer de nouveau».

Les personnes résidant à proximité de l'usine et évacuées «pourront dès ce soir regagner leurs appartements», a indiqué le préfet de Normandie, Pierre-André Durand, lors d'un point-presse.

Les établissements scolaires des 12 communes concernées et d'une partie de Rouen restent fermées vendredi et «rouvrent lundi».

Par ailleurs, «il est toujours conseillé aux personnes fragiles de ces communes de rester chez elles jusqu'à vendredi soir», a-t-il rappelé.

Les transports en commun de l'agglomération ont néanmoins été arrêtés «progressivement» jeudi après-midi et devraient reprendre normalement vendredi matin, à la demande des syndicats, une mesure «pas justifiée», selon le préfet. Dans la nuit de mercredi à jeudi, l'incendie s'était déclaré dans un entrepôt de l'usine Lubrizol, située à environ 3 km du centre-ville et de la célèbre cathédrale de Rouen, dont l'agglomération compte quelque 500.000 habitants.

Les images du sinistre étaient particulièrement impressionnantes, notamment un énorme panache de fumée noire visible à une dizaine de kilomètres à la ronde. Une odeur âcre était perceptible, selon les médias.

L'usine, où travaillent environ 400 employés, fabrique et commercialise des additifs qui servent à enrichir les huiles, les carburants ou les peintures industrielles.

Elle a été classée «Seveso seuil haut» ce qui signale sa dangerosité et implique qu'elle bénéficie d'une surveillance particulière.

## CANARIES: Séisme de magnitude 5,7 sur l'île de El Hierro

Un séisme de magnitude 5,7 sur l'échelle de Richter a été enregistré jeudi sur l'île de El Hierro, dans l'archipel espagnol des Canaries, a annoncé l'Institut géographique national.

Le tremblement de terre a eu lieu à 13h00 heure locale, avec un épicentre situé à l'ouest de l'île de El Hierro et à une profondeur de 56 kilomètres, a indiqué l'Institut dans un communiqué.

Ce séisme, ressenti par la population, a été suivi de six répliques de magnitude allant de 2,3 à 5,7 sur l'échelle de Richter. En 2011, une éruption sous-marine, précédée par plusieurs mouvements sismiques, avait entraîné l'évacuation de plusieurs centaines de personnes de certaines zones de El Hierro, une île d'origine volcanique comme le reste de l'archipel.

## GRÈCE: Mort d'un bébé et d'un enfant dans le naufrage d'un bateau de migrants

Un bébé et un enfant sont morts vendredi dans le naufrage d'un bateau de migrants en mer Egée, ont annoncé les garde-côtes grecs, les sauveteurs recherchant quatre personnes disparues.

Le naufrage s'est produit près de l'îlot d'Inousses, situé entre l'île de Chios et la côte turque. Douze personnes, dont quatre enfants, cinq hommes et trois femmes, ont pu être sauvées. Leur nationalité n'était pas connue dans l'immédiat.

Deux autres enfants feraient partie des disparus qui comptent également un homme et une femme, ont précisé les garde-côtes.

Des centaines de migrants et réfugiés sont morts ces dernières années en tentant de traverser la mer Egée dans de petits bateaux surchargés.

Plus de 50 personnes se sont ainsi noyées depuis le début de l'année, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

La Grèce accueille quelque 70.000 réfugiés et migrants, principalement des Syriens qui ont fui leur pays depuis 2015 en traversant la Turquie voisine.

En vertu d'un accord conclu en 2016 entre la Turquie et l'Union européenne, la Turquie a mis un frein aux flux des départs de migrants vers les



cinq îles grecques les plus proches de son rivage, en échange d'une aide de 6 milliards de dollars.

Mais le nombre des arrivées a grimpé régulièrement ces derniers mois. Le Premier ministre grec

Kyriakos Mitsotakis a déclaré cette semaine qu'environ 3.000 personnes étaient arrivées depuis la Turquie ces jours derniers, ce qui ajoute à la pression sur des installations d'accueil déjà surpeuplées.

## NIGERIA: 300 garçons maltraités secourus par la police

La police de Kaduna, dans le nord du Nigeria, a découvert et secouru plus de 300 garçons de "nationalités différentes" dont des mineurs, victimes de "torture" dans un centre de "redressement", selon un porte-parole de la police.

Un raid mené, jeudi soir, dans une maison du quartier Rigasa a conduit à la découverte des élèves et étudiants vivant dans "des conditions inhumaines et dégradantes", a expliqué le porte-parole de la police de l'Etat de Kaduna, Yakubu Sabo. "Le propriétaire de l'établissement et ses six assistants ont été arrêtés", a-t-il précisé.

"Nous avons trouvé une centaine d'étudiants, dont des enfants de neuf ans à peine, enchaînés dans une petite pièce, dans le but de les corriger et de les respon-



sabiliser", a déclaré M. Sabo, précisant que beaucoup d'entre eux portaient des cicatrices sur le dos.

"Les victimes ont été maltraitées. Certaines d'entre elles ont déclaré avoir été violées par leurs professeurs", a déclaré Sabo. La police a également trouvé une "chambre de torture",

où des élèves étaient suspendus à des chaînes et battus lorsque les enseignants estimaient qu'ils avaient commis une faute. Le raid policier a été lancé suite à des plaintes répétées de voisins qui se doutaient que quelque chose d'anormal se passait à l'intérieur de l'école. "Les victimes étaient

de nationalités différentes et deux d'entre elles ont déclaré lors de leur interrogatoire qu'elles avaient été amenées par leurs parents du Burkina Faso", a ajouté le porte-parole. L'école, ouverte il y a une dizaine d'années, hébergeait des étudiants amenés par leur famille pour remettre dans le droit chemin des petits délinquants, ou consommateurs de drogues.

Les parents de certaines victimes originaires de Kaduna, convoqués par la police, ont été "choqués et horrifiés" quand ils ont vu l'état de leurs enfants, car ils n'avaient aucune idée de ce que qu'ils vivaient, selon le porte-parole.

Ils apportaient régulièrement de la nourriture à leurs enfants et étaient autorisés à les voir une fois tous les trois mois.

## INDONÉSIE: Le bilan d'un puissant séisme s'alourdit à 23 morts

Le bilan d'un puissant séisme qui a frappé l'archipel des Moluques dans l'est de l'Indonésie est passé de 20 à 23 morts, a annoncé l'agence de gestion des catastrophes vendredi alors que 15.000 personnes ont été évacuées dans des refuges.

La secousse jeudi de magnitude 6,5, suivie de dizaines de répliques, a déclenché la panique chez les habitants qui ont fui vers les hauteurs même si le séisme n'a pas déclenché d'alerte au tsunami. De nombreuses victimes ont été tuées par la chute de débris de bâtiments, dont un bébé, dans la ville d'Ambon et ses environs. «Le nombre total de morts est de 23», a indiqué le porte-parole de l'agence de gestion des catastrophes Agus Wibowo dans un communiqué. Le violent tremblement de terre a fait plus de 100 blessés. Et au moins 15.000 personnes ont

dû être prises en charge dans des refuges après avoir vu leur logement endommagé, a ajouté le porte-parole.

Des centaines de maisons, bureaux, écoles et équipements publics ont été abîmés par la catastrophe.

Les autorités ont mis en place des cuisines collectives et des tentes pour les déplacés dans plusieurs districts.

L'Institut américain de géophysique (USGS) a détecté l'épicentre du séisme à 37 kilomètres au nord-est d'Ambon dans la province des Moluques, à une profondeur relativement faible de 29 kilomètres.

La secousse s'est produite jeudi à 08h46 locales (23h46 GMT mercredi).

L'Indonésie, archipel de 17.000 îles et îlots qui s'est formé par la convergence de trois grandes plaques tectoniques (indo-pacifique, australienne et eurasiennne), se trouve sur la cein-



ture de feu du Pacifique, zone de forte activité sismique.

L'année dernière, fin septembre, un séisme de magnitude 7,5 suivi d'un tsunami sur l'île de Célèbes avait dévasté la région de Palu et fait plus de 4.300 morts et disparus.

## ORAN: Violence quotidienne contre les personnels de la santé, des raisons injustifiées

Le phénomène de la violence contre les personnels des établissements de santé est quotidien à Oran et tend à prendre de l'ampleur au moment où différents acteurs du secteur, même s'ils s'échangent les accusations, s'accordent sur le caractère «injustifié» de ces comportements indignes, selon des avis recueillis par l'APS.



Le chargé de la communication de la DSP Oran, le Dr Youcef Boukhari, interrogé sur cette question, refuse d'incriminer une partie bien déterminée. «Quelles que soient les causes, le citoyen a raison et le personnel aussi.

Cela ne veut pas dire que le patient ou ses proches a raison d'être violent, mais il a raison dans ses revendications qu'il ne peut exprimer autrement que par la violence», souligne-t-il, estimant que «c'est aux professionnels de la santé de décoder les raisons de cette violence et d'y apporter les correctifs nécessaires».

«La violence n'est jamais justifiable, mais le citoyen ayant subi une série de mésaventures au sein des structures de santé, se sent lésé et s'exprime à sa manière, une manière condamnable parfois», souligne-t-il, ajoutant que «le personnel, vu l'ampleur du travail, le nombre de patients augmentant sans cesse et le manque de moyens, ne peut donner que ce qu'il a.

Ce n'est, parfois, pas suffisant aux yeux des malades et de leurs proches, d'où les problèmes de violence physique ou verbal».

Les cas d'agression sont multiples tout comme leurs causes : certains accompagnateurs, généralement des parents des malades, exigent avec force un traitement «déterminé» pour soulager les douleurs de leur proche et ne laissent pas au praticien le temps, ni le loisir de prendre une décision médicale pour ces cas.

C'est là que les disputes commencent. «Au centre de tri, le citoyen croit que les malades qui passent avant lui sont «pistonnés».

Il ne comprend pas qu'il y a des degrés d'urgence. Pour lui, c'est la douleur qui est la plus grave et la plus prioritaire à traiter, alors qu'il y a des cas où il n'y a pas de douleur, mais, par exemple, une hémorragie interne nécessitant une prise en charge instantanée car il y va de la vie du patient.

Cela est arrivé à plusieurs reprises», témoignent des médecins. Il arrive aussi que des rixes surviennent dans un quartier finissent à l'hôpital où les membres de bandes rivales se retrouvent face à face.

Les salles de soin se transforment aussitôt en champs de bataille.

Dans ce cas, les agents de sécurité n'y peuvent rien car, ces individus usent d'armes blanches et autres objets, déplore-t-on.

«Parfois, entre 120 et 300 consul-

tations sont assurées par garde. Tous les patients veulent passer les premiers. Chacun estime que son cas est le plus grave. Ces situations sont propices à la violence. Un mot de travers de l'une ou de l'autre partie, et la violence, verbale ou physique, fait surface», témoigne une praticienne sous couvert de l'anonymat. «A la polyclinique de Haï Fillaoucen (ex-El Barki), une femme médecin a été agressée pour une raison jugée futile.

L'accompagnateur d'un malade lui a carrément crevé l'oeil avec un objet pointu. Il y a dix jours, un médecin des UMC du CHUO a été agressé à l'arme blanche.

Les exemples sont très nombreux. Il ne passe pas jour sans qu'il y ait, dans un service ou dans un autre, une agression, même verbale.

Les services où l'on enregistre le plus de violence sont les UMC, les services de cardiologie, de pneumologie et la maternité», confie-t-elle.

Par ailleurs, les évacuations des autres wilayas de l'Ouest, ainsi que les évacuations à partir des structures de santé de la wilaya, vers le CHU et l'EHU, deux hôpitaux à vocation régionale, sont très nombreuses et contribuent à faire empirer les choses, affirment d'autres intervenants dans le secteur.

Dr Boukhari estime que les solutions sont à rechercher dans le renforcement des services en personnels spécialisés et en agents de sécurité.

En outre, la formation des agents de sécurité pour la gestion des conflits est également importante, or ces derniers ne sont ni nombreux, ni formés en conséquence, regrette-t-il.

### Médecins et malades sous pression

La directrice des UMC du CHUO, Bouderbali Amina, rappelle que «le personnel fait preuve de bonne volonté et déploie tous les efforts pour apaiser la situation, lors des conflits».

Toutefois, elle reconnaît que les choses peuvent connaître une nette amélioration avec une bonne orientation des malades, notamment au niveau des dispensaires qui ne doivent plus diriger les malades de façon anarchique vers les hôpitaux.

«Entre 200 et 300 radiographies sont effectuées en une seule garde, ainsi qu'une moyenne de 60 hospitalisations par jour, sans compter les consultations qui atteignent les 200 à 300 quotidiennement.

Tous ces cas confondus représentent une lourde charge pour un

seul service», déplore-t-elle.

Pour elle, la gestion des évacuations et des orientations doit être «réorganisée» de façon à soulager les UMC et le CHUO de manière générale, et à inciter les malades à aller vers les EPSP, dotés de tous les moyens humains et matériels pour une bonne prise en charge.

Cependant, des patients et leurs accompagnateurs, rencontrés au niveau des UMC du CHUO et dans d'autres établissements de la santé, évoquent une «mauvaise qualité» de l'accueil et des prestations ainsi que du manque de matériel et des consommables.

«Il est inadmissible qu'on nous demande de ramener des seringues, un médicament ou un thermomètre dont certains services sont dépourvus», déplore l'accompagnateur d'un malade, qui évoque également la manière dont sont traités les malades et leurs proches, avec «l'insolence» de certains agents et personnels de santé.

«Rien n'est fait pour créer une atmosphère sereine au sein de l'établissement. Il y a, de temps en temps, la goutte qui fait déborder le vase.

Le plus calme des accompagnateurs peut devenir très agressif, très violent», ajoute-t-il.

Un autre proche de malade estime, pour sa part, que l'amélioration de l'accueil et des prestations, une bonne gestion et une bonne orientation du nombre des patients, ainsi que la disponibilité des médicaments et des consommables au sein des services pourraient aider à améliorer les choses de manière notable.

Pour sa part, le Pr Merouane Boukrissa, chef de service des urgences chirurgicales des UMC du CHU d'Oran, reconnaît ces insuffisances. «Nous sommes conscients de nos insuffisances. Nous sommes perfectibles et faisons le maximum pour y remédier», indique-t-il, tout en soulignant que des améliorations sont apportées au service de manière régulière.

Le même praticien indique que, durant certaines périodes de l'année, comme les mois de juillet et août, le nombre de patients pris en charge dans les UMC est multiplié par quatre, alors que la plupart d'entre eux peuvent être traités au niveau des EPSP.

«C'est là une situation où les problèmes se multiplient, d'où les agressions verbales et physiques, les disputes entre patients, entre accompagnateurs, entre autres», indique-t-il.

## MORTALITÉ INFANTILE: 70 % des cas recensés à l'échelle nationale concernent des nouveaux nés

La mortalité néonatale en Algérie représente 70% des cas de décès enregistrés chez les enfants en général, a déclaré jeudi, à Skikda le professeur Leïla Haridi, chef service de néonatalogie à l'hôpital Béni Messous d'Alger. «Ce taux de mortalité est très élevé et représente de 16,5 décès pour 1.000 naissances», a précisé à l'APS la praticienne, également présidente de l'association algérienne de médecine néonatale, en marge d'une journée d'étude sur la néonatalogie.

Elle a ajouté que la naissance prématurée demeure parmi les causes principales de la mortalité néonatale, indiquant que les bébés qui naissent avant la 33 semaine de grossesse sont les plus exposés à la mort, suivis des bébés qui représentent des complications respiratoires entraînant des asphyxies. Pr Haridi a également souligné que le manque de moyens constitue une des causes de la mortalité néonatale, arguant qu'il n'existe à travers le territoire national que 4 services de réanimation pour le nouveaux nés».

A ce titre, la même spécialiste a appelé à la «modernisation des services de néonatalogie compte tenu de l'augmentation du nombre des naissances dépassant le 1 million par an». La praticienne a également mis en avant l'importance de la formation continue «au profit des staffs médicaux exerçant dans les services de néonatalogie».

De sa part, le chef service de la pédiatrie de l'hôpital mère-enfant de Batna, Dr Abderrachid Bouhdjila, soulignant que Batna enregistre «16.000 naissances annuellement», a relevé un «recul» dans le taux de mortalité néonatale, passant de 17cas pour 1.000 naissances à 14 décès pour 1.000 naissances et ce depuis 2016.

Le directeur de wilaya de la Santé et de population, Mohieddine Tebre, a indiqué que cette journée d'étude à laquelle ont pris part des professeurs et spécialistes en pédiatrie, sages femmes et infirmiers activant à travers les différents services de néonatalogie du pays, s'inscrit dans le cadre du programme de la formation continue tracé par le ministère de tutelle visant à informer sur les nouvelles méthodes et techniques de la réanimation des nouveaux nés pour une meilleure prise en charge de cette catégorie et un réduction du taux de mortalité.

La wilaya de Skikda enregistre annuellement 22.000 naissances et 16 décès pour 1.000 naissances et dispose de 5 unités de néonatalogie dans les hôpitaux de Skikda, El Harrouch, Azzaba, Tamalous et Collo.

## ORAN: Journée de formation médicale sur l'hypophyse

Le service de neurochirurgie de l'EHU «1er novembre» d'Oran organise samedi prochain une journée de formation sur les pathologies hypophysaires, a-t-on appris de la cellule de communication de cet établissement hospitalier.

Initiée par la Société algérienne des pathologies hypophysaires (SAPA), cette formation rassemblera toutes les spécialités qui s'inscrivent dans les pathologies hypophysaires notamment, la neurochirurgie, la médecine interne, l'ophtalmologie, l'endocrinologie et la radiologie, a-t-on précisé.

L'événement, le premier en son genre à l'Ouest algérien, est organisé dans le cadre d'une campagne lancée par la SAPA. Il vise à sensibiliser les praticiens de la santé sur l'importance du diagnostic précoce de la tumeur hypophysaire, qui peut éviter des complications beaucoup plus graves, ont précisé les organisateurs. Plusieurs thèmes figurent au programme de cette rencontre comme l'acromégalie, l'acromégalie et le diabète, l'acromégalie et les maladies cardiovasculaires, l'adénome hypophysaire, la craniopharyngiome et imagerie, a-t-on noté.

L'hypophyse est une petite glande de la taille d'un pois qui se trouve sous le cerveau. Appelée «La grande maîtresse», elle contrôle la fonction de la plupart des autres glandes endocrines, a-t-on expliqué.

L'hypophyse peut connaître des dysfonctionnements de différents ordres, en général à la suite du développement d'une tumeur bénigne (adénome).

La tumeur peut sécréter des quantités excessives d'une ou de plusieurs hormones, ou comprimer le tissu hypophysaire sain, ce qui entraîne la diminution d'une ou de plusieurs hormones, ont ajouté les spécialistes.

# SINUSITE: BIEN LA TRAITER ÉVITE LES RÉCIDIVES

*Votre mère, votre grand-mère en souffraient. Et vous aussi, vos rhumes ont tendance à se transformer en sinusite. Maux de tête, fièvre, nez qui coule... Il n'y a pas de fatalité, la sinusite on peut l'éviter !*

La tête pèse dans un état, le cerveau littéralement liquéfié, les yeux rouges, le nez bouché. Il suffit d'avoir fait une sinusite dans sa vie pour en connaître les symptômes. Dans certains cas, quand d'autres sinus de la face sont touchés, la sinusite peut s'accompagner de signes comme des douleurs dentaires. Les raisons ? Nous disposons de cavités osseuses au dessus des yeux (sinus frontaux), sous les yeux (sinus maxillaires), entre les yeux (sinus ethmoïdaux), au-dessus des fosses nasales (sphénoïdaux). Le rôle de ces cavités n'est pas totalement élucidé. Mais une chose est sûre : quand la muqueuse qui les tapisse est enflammée (sinusite inflammatoire) ou infectée (sinusite purulente), on est vite KO.

Les rhinites infectieuses ou allergiques mal soignées en sont la principale cause. Mais il y a d'autres origines : génétiques, malformatives... Ou accidentelles lorsqu'un implant dentaire vient perforer un sinus. La sinusite guérit en général spontanément en une dizaine de jours. Avec ou sans antibiotiques. Mais chez certains patients les crises se répètent. La maladie se chronicise, le sinus est en permanence encombré. Une fatalité ? Non. Plus on agit en amont, mieux on peut prévenir ces crises.

L'alimentation peut-elle être en cause ? On sait que le reflux gastro-œsophagien favorise les sinusites à répétition. Des travaux récents suggèrent que chez certaines personnes le lactose entraînerait des sinusites. On s'interroge aussi sur le gluten, les sulfites du vin et des additifs alimentaires comme la tartrazine (E102) et les benzozoles.

## Quand on a le nez qui coule...

Comme le rhume est la principale cause de sinusite, le prévenir est aussi le meilleur moyen d'éviter une crise de sinusite. Pour les rhinites allergiques, la prise en charge de l'allergie réduit considérablement la fréquence des crises. Pour les rhinites infectieuses, il existe molti compléments alimentaires qui aident à réguler l'immunité notamment les gélules à base d'échinacée. Le Dr Gilles Ayoun, ORL de l'Institut français de chirurgie du nez et des sinus, conseille pour sa part une cuillère de miel tous les matins : « C'est presqu'un médicament anti-infection ». On peut aussi essayer

les cures de propolis, de gelée royale ou encore la vitamine A à faible dose.

Éviter le rhume n'est pas toujours possible. Si le nez est pris, un bon moyen de le drainer consiste à procéder à des lavages de la muqueuse. On peut acheter des dosettes de sérum physiologique, des sprays d'eau thermique qui ont des vertus anti-inflammatoires, des sprays d'eau de mer ou du sérum hypertonique (salé à plus de 9 g/l). Ce dernier a l'avantage de mieux lutter contre l'œdème.

Un petit truc à savoir : vous pouvez fabriquer votre sérum physiologique en ajoutant 9 g de sel (une cuillère à café rase, 5 g ou une cuillère à soupe, 15 g dans un litre d'eau peu minéralisée. Et pour pratiquer le lavage, une simple seringue conviendra. À faire le soir ou le matin pendant toute la saison froide. Voir deux fois par jour si on habite dans une zone polluée.

En revanche, on évite les médicaments anti-rhume ! Bien sûr, ils apportent du confort : ils ont un effet vasoconstricteur et donnent l'impression de mieux respirer. En réalité, ils dessèchent la muqueuse, explique le Dr Ayoun. Cela favorise la pénétration tissulaire des microbes, et donc le développement de surinfections, prévient le spécialiste. CQFD : quand vous avez un rhume, si vous consommez des anti-rhumes, vous augmentez vos risques de sinusite !

## Une technique efficace en cure thermique

De nombreuses eaux thermales, hydrochlorées ou sulfurées sont bénéfiques pour les voies respiratoires. On pratique en station une multitude de soins pour assainir les muqueuses comme les «douches pharyngées». Mais le must, c'est la technique de Proetz, qui peut être réalisée en cure ou en cabinet. Concrètement, le praticien remplit les fosses nasales d'un liquide bactéricide, l'appareil crée une dépression qui va aspirer le liquide dans le sinus. « C'est d'une efficacité redoutable, estime le Dr Gilles Ayoun. Avec cette méthode, on arrive à guérir des sinusites bloquées. » Le lavage de Proetz prévient aussi le passage à la chronicité. Quant aux aérosols... Le seul qui a vraiment prouvé son efficacité est l'aérosol



sonique. L'appareil vibre et les vapeurs arrivent ainsi à pénétrer dans la cavité sinusienne. Les aérosols contiennent traditionnellement un médicament fluidifiant, un corticoïde, afin de diminuer l'œdème, et souvent des antibiotiques. Quant aux inhalations traditionnelles, il semble qu'elles soient peu efficaces. Les inhalations, c'est bien pour soulager un rhume. Mais lorsque la sinusite est installée, cela n'apporte rien. Les huiles essentielles peuvent être essayées. L'eucalyptus diminue la viscosité des sécrétions. L'eucalyptol est d'ailleurs utilisé dans de nombreux médicaments pour ses propriétés fluidifiantes. La menthe poivrée, de son côté, réduit l'inflammation. Enfin, les gouttes nasales mentholées ou gommoles adoucent le confort nasal. « Cela n'a pas d'action directe sur l'infection mais donne l'impression de mieux respirer », explique le Dr Ayoun.

Certaines sinusites chroniques récidivent régulièrement malgré les antibiotiques et les corticoïdes locaux ou systémiques. Il est parfois utile de réaliser une ponction de sinus : par le nez pour le sinus maxillaire ou au niveau du front (clou de Lemoyne) pour les sinus frontaux. Autre alternative, la chirurgie. Notamment lorsque des malforma-

tions comme une cloison déviée ou encore des polypes altèrent la circulation de l'air dans les fosses nasales. « Cette chirurgie améliore la respiration, fait disparaître les céphalées et permet une réduction considérable de la fréquence des sinusites », précise le Dr Ayoun.

## L'ostéopathie, en dehors de la crise

L'ostéopathe joue sur plusieurs facteurs favorisant la sinusite. En travaillant le long de la colonne vertébrale, depuis le crâne jusqu'au sacrum, il agit sur le système sympathique (système nerveux autonome) et aide ce dernier à équilibrer son activité. Cet équilibre va à la fois booster l'immunité, mais aussi permettre un apaisement des sécrétions de la muqueuse sinusienne. L'ostéopathe intervient aussi au niveau de la gorge pour libérer les muscles de la déglutition et favoriser le drainage de toute la sphère ORL, précise Thibault Dubois, ostéopathe, porte-parole du Syndicat français des ostéopathes. Enfin, il travaille sur les os du crâne et le sinus pour leur redonner de la mobilité. Ces séances doivent être réalisées en dehors d'une crise aiguë.

## COMMENT TRAITER LA SINUSITE SANS ANTIBIOTIQUES

Un médecin américain affirme que l'application de conseils simples durant une infection des sinus (ou sinusite) permet de se passer d'antibiotiques.

« Chaque année, lors d'un épisode infectieux de type sinusite, des millions de personnes sont tentées de se précipiter chez le médecin pour se soigner à l'aide d'antibiotiques. Toutefois, le Dr Alan Conway de la Mayo Clinic de Tomah (États-Unis) assure que des méthodes alternatives simples existent, et qu'elles permettent de se débarrasser de l'infection sans avoir recours aux médicaments antibiotiques. »

« Avant tout, vous devez vous reposer », conseille le Dr Conway. « Votre corps a besoin de temps pour arriver à combattre l'infection avec toute sa force, surtout durant les premiers jours, lorsque les symptômes sont les plus sévères. »

Le Dr Conway conseille ainsi de boire des boissons chaudes régulièrement (tisanes,



thés) afin d'aider à liquéfier les sécrétions nasales et à détacher le mucus. L'humidité et la chaleur sont aussi à privilégier : l'air chaud et humide d'un bain, d'une douche ou même d'un bol d'eau peut faire détacher le mucus et apaiser la gorge. Les vaporisateurs d'eau saline permettront par ailleurs de rincer et désinfecter un nez encombré.

« Mélangez-vous des médicaments sans ordonnance de type vaporisateurs qui contiennent de l'oxyméthazoline », alarme le Dr Conway. « Ces produits peuvent soulager les symptômes pendant quelques jours, mais ils peuvent causer une congestion s'ils sont utilisés durant plus de trois jours. À la place, il vaut mieux utiliser de la pseudo-éphédrine si vous sentez mal plus de trois jours de suite. »

« Si la sinusite est peut-être virale au début, elle risque de se transformer en infection bactérienne en raison de l'obstruction prolongée des sinus. Il n'est pas facile de détec-

miner si l'infection des sinus est bactérienne ou virale, étant donné que les symptômes sont les mêmes dans les deux cas. Et même si la sinusite est bactérienne, l'infection disparaît sans antibiotiques dans les deux semaines qui suivent, dans 70% des cas. »

« Le médecin rappelle aussi que l'utilisation d'antibiotiques à outrance peut créer des résistances bactériennes qui rendent d'autant plus difficiles les traitements des maladies infectieuses. De plus, les antibiotiques comportent souvent de potentiels effets indésirables, comme des maux d'estomac, des étourdissements ou des éruptions cutanées. »

Cependant, « en cas de survenue de graves maux de tête, maux de dents ou de douleur au visage, ou encore si la fièvre dépasse 38,3°C, il vaut mieux se rendre chez le médecin », conseille le Dr Conway. Une douleur extrême ou une éruption cutanée rouge vive qui se propage rapidement doivent aussi amener à consulter.

## ENFANT : PAS D'IBUPROFÈNE EN CAS DE SINUSITE



L'ibuprofène n'est pas indiqué chez les enfants pour soigner les infections ORL, comme la sinusite. Une mise au point présentée lors de congrès de la société française d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie de la face et du cou (SFORL) qui se tient jusqu'au 14 octobre à Paris.

Troisième médicament le plus utilisé en France, l'ibuprofène est un anti-inflammatoire non stéroïdien (AINS), c'est à dire sans cortisone. Il est souvent pris en automédication pour soigner des états douloureux comme les maux de tête ou les douleurs dentaires. Car il soulage bien. Mais attention en cas de risque infectieux. Une étude, présentée par le Pr Richard Nicolas, du service d'ORL pédiatrique de l'hôpital de la Timone à Marseille, a repris les dossiers de 16 jeunes patients hospitalisés pour sinusite fronto-ethmoïdale. Tous ceux qui ont fait des complications intracrâniennes (sortes d'abcès du cerveau), avaient pris de l'ibuprofène sans antibiotique au départ. Il est donc préférable de donner du paracétamol car, dans le doute, les complications sont moins graves. Des observations signalées par des ORL et des neurochirurgiens français mais aussi canadiens avaient déjà montré que les jeunes patients sous ibuprofène dans un contexte infectieux fébrile, présentaient plus de complications intracrâniennes. Conclusion : en cas de maux de tête accompagnés de fièvre (signe possible d'une sinusite), mieux vaut ne pas donner d'ibuprofène.

# CE QUE VOS ONGLES DISENT DE VOTRE SANTÉ

*Anémie ou sinusite ? Et si votre état de santé pouvait se lire sur vos...ongles ! Découvrez ce que révèlent vos mains de votre état de santé.*

## Vos ongles sont ondulés

Ces vagues transversales sont le résultat de traitements trop agressifs, de chocs répétés au niveau de la matrice (cuticules repoussées avec un objet en métal), ou simplement dus à la mauvaise habitude de se ronger les ongles. Ces ondulations peuvent être provoquées par un eczéma ou certaines maladies microbiennes (streptocoques, staphylocoques).

## Vos ongles ont changé de couleur

### Vos ongles sont jaunes :

Le tabac, et l'application de vernis coloré sans base protectrice pour isoler la kératine des pigments sont le plus fréquemment responsables de cette coloration. Une fois ces causes bénignes écartées, il est nécessaire de chercher du côté des mycoses, souvent responsables de jaunissement. Ou vérifier que cela ne cache pas une pleurésie ou une sinusite.

### Vos ongles sont blancs :

Une nette décoloration peut être l'indice d'une anémie ou d'une maladie hépatique. Des petites taches blanches, en revanche, ne révèlent aucune pathologie, ni même une carence en minéraux. Il s'agit de micro-malformations de la kératine, provoquées par des manœuvres trop brutales pour repousser les cuticules, ou des chocs à répétition.

### Vos ongles sont noirs :

En dehors des hématomes qui apparaissent à la suite d'un choc ou d'un pincement, toutes les taches noires doivent être surveillées de très près : toutes celles qui n'évoluent pas comme un grain de beauté, ou celles qui forment une bande à la manière d'un "code barre", et qui ne disparaissent pas à la pousse. Il peut en effet s'agir d'un mélanome (tumeur), qui se soigne bien, à condition d'être traité au plus tôt.



**Vos ongles sont bleus :**  
Si cette couleur bleuâtre est diffuse et touche tous les ongles, impossible de la mettre sur le compte d'un simple hématome ! Elle peut plutôt révéler une déficience circulatoire ou encore une insuffisance cardiaque. A faire

confirmer par son médecin traitant ou un dermatologue.

### Vos ongles sont rouges :

Un ongle en bonne santé est naturellement rose. Des tâches rouges, en revanche, peuvent être le signe d'une maladie cardiaque, pulmonaire ou rénale. Lorsque le pourtour devient rouge et gonflé, il peut s'agir d'une allergie ou d'une mycose par Candida, des levures qui se trouvent à l'état naturel sur la peau et les muqueuses. Celles-ci s'infiltrent sous la cuticule et prolifèrent lorsque les mains sont souvent dans l'eau et mal soignées. L'in-

flammation est assez douloureuse et l'ongle se décolle peu à peu. Il est alors nécessaire d'éliminer la zone atteinte par le champignon et d'appliquer un soin antifongique.

## Vos ongles sont piquetés

Les petites dépressions qui parsèment la surface des ongles sont souvent dues à des micro-traumatismes répétés. Mais lorsque ces trous s'organisent à la façon d'un dé à coudre, il peut s'agir d'un psoriasis. Ces micro-lésions peuvent être le signe avant-coureur de cette maladie très rare, qui ne touche que 1 % des Français. Le traitement repose sur des corticoïdes locaux.

## Vos ongles sont bombés

Cette forme "en verre de montre", qui n'affecte pas forcément tous les doigts, peut être l'indice d'un problème spécifique au niveau des voies respiratoires : bronchite chronique, affection pulmonaire ou encore emphysème.

## Vos ongles sont incurvés

Cette déformation particulière de l'ongle est le signe d'une carence en vitamine C ou en fer. En particulier si elle s'accompagne d'une pâleur de la lame unguéale. Cette anémie, relativement fréquente chez les femmes, notamment au moment de la ménopause, se traite par une supplémentation par voie interne.

## POUR QUE VOTRE ENFANT SOIT MEILLEUR EN MATHS, INITIEZ-LE À LA PHILO

L'apprentissage de la philosophie dès l'âge de 10 ans aiderait à être bon en maths. Etudient Platon, Socrate et les grands philosophes n'est pas réservé aux littéraires. Des chercheurs de la Durham University en Angleterre ont constaté que des enfants de neuf et dix ans qui avaient suivi des cours de philosophie une fois par semaine pendant un an étaient capables de booster leurs performances dans d'autres matières comme les mathématiques, la lecture ou la rédaction.

3 000 enfants issus de 48 écoles de Grande-Bretagne se sont prêtés au jeu pour cette expérience. Les conversations philosophiques tournaient autour de sujets comme la vérité, la justice, l'amitié, le savoir, etc. L'objectif était d'aider les enfants à réfléchir silencieusement, se poser des questions et de construire un raisonnement en articulant les idées des uns et des autres, explique le site Quartz.

Les chercheurs ont observé que les apprentis philosophes ont amélioré leurs capacités en lecture au bout de quatre mois, leurs compétences en maths en l'espace de trois mois, et capacité à rédiger en deux mois. La philosophie aurait apporté une ouverture d'esprit aux enfants qui se serait répercutée dans leur facilité à raisonner et à s'exprimer.

### La philo ou le sport pour devenir "matheux"

La question de la réussite en mathématiques a traqué depuis quelque temps la communauté scientifique. Par le passé, plusieurs travaux se sont attachés au problème de la peur des maths ressentie par de nombreux enfants (surtout les filles qui seraient plus stressées par les maths dixit la science). Si la génétique est soupçonnée d'être en partie responsable de



cette "matho-phobie" gagnons que la philosophie suggérée par les Anglais apporte une solution pour la dépasser. Autre option, les enfants qui ne

goutent pas la philo pourraient aussi améliorer leurs notes en mathématiques en faisant du sport, si on en croit une étude parue dans Plos One.

## RWANDA - LIBYE: Le Rwanda accueille un premier groupe de réfugiés africains venus de Libye

Le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) a annoncé qu'un groupe de 66 Africains est arrivé jeudi soir à Kigali en provenance de Libye, dans le cadre d'un programme qui pourrait voir le Rwanda accueillir des milliers de migrants évacués de ce pays plongé dans le chaos.

Début septembre, Kigali a signé un accord avec l'Union africaine et le HCR pour accueillir des réfugiés et demandeurs d'asile africains bloqués en Libye.

Le Rwanda, qui compte 12 millions d'habitants, s'est dit prêt à accueillir jusqu'à 30.000 personnes. «Ils viennent d'atterrir!» a tweeté jeudi le HCR à propos du premier groupe de réfugiés, constitué de mineurs isolés, de mères célibataires et de familles. La plus petite passagère était un bébé de deux mois, née en Libye de parents somaliens.

Un autre avion avec 125 personnes est prévu mi-octobre, a indiqué un responsable de l'ONU cité par l'AFP.

Les réfugiés seront accueillis dans un centre de transit avant d'être réinstallés en plusieurs points du territoire rwandais ou rapatriés, s'ils le souhaitent, dans leur pays d'origine. La Libye, plongée dans le chaos et la guerre depuis la chute du régime du colonel Kadhafi en 2011, est un pays de transit pour les migrants subsahariens qui veulent gagner l'Europe en empruntant la route maritime meurtrière de la Méditerranée.

En attendant de passer, ils travaillent en Libye ou se retrouvent coincés dans des centres de détention où ils sont maltraités, exploités, voire tués dans les combats qui ravagent le pays.

Selon l'ONU, 42.000 réfugiés d'Afrique subsaharienne se trouvent actuellement en Libye.

## EGYPTE: Al-Sissi: «Pas de raison de s'inquiéter» au sujet des manifestations

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a estimé vendredi qu'il n'y avait «pas de raison de s'inquiéter» au sujet de possibles manifestations le même jour contre son pouvoir. «Il n'y a pas de raisons de s'inquiéter. L'Égypte est un pays fort grâce aux Égyptiens», a-t-il déclaré, devant des journalistes locaux peu après son retour des États-Unis où il a participé à l'Assemblée générale des Nations unies.

«L'affaire ne mérite pas tout ça! Il y a une tentative pour créer une image (de la situation) qui n'est absolument pas réelle», a-t-il ajouté sans autre précision selon les images diffusées par la télévision d'État.

«N'écoutez pas ce qu'ils disent! Ne les croyez pas!», a encore dit M. Sissi, sans désigner nommément de responsables de l'appel à manifester contre lui.

Malgré l'interdiction de toute manifestation contre le pouvoir en Égypte, des centaines d'Égyptiens ont manifesté dans plusieurs villes vendredi et samedi derniers au cris de «Sissi dégage». Des appels à de nouveaux rassemblements ce vendredi ont été lancés dans les villes égyptiennes, où la sécurité a été renforcée. Après les premières manifestations, les autorités ont arrêté environ 2.000 personnes depuis une semaine, dont des militants politiques, des journalistes et des intellectuels.

## PRÉSIDENTIELLE EN TUNISIE: 5 pourvois en appel déposés auprès du tribunal administratif

Le bureau en charge des pourvois électoraux au siège du Tribunal administratif de Tunis a reçu jusqu'à jeudi, cinq dossiers contestant les décisions rendues en première instance concernant les résultats du premier tour de la présidentielle anticipée, selon des médias locaux.

Le premier tour du scrutin a eu lieu le 15 septembre et a vu la qualification au deuxième tour des candidats Kaies Saied, candidat indépendant et Nabil Karoui, candidat du parti Qalb tounes (Au cœur de la Tunisie).

Le service d'information et de communication du Tribunal Administratif (TA) a précisé dans un communiqué rendu public, jeudi, «que les pourvois en appel soumis à l'Assemblée plénière du TA concernant les résultats du premier tour du scrutin présidentiel, ont été déposés par les candidats Hatem Boulabiar, Néji Jalloul, Youssef Chahed, Slim Riahi et Seifeddine Makhlouf».

Une audience de plaidoirie devant l'Assemblée plénière du TA a été fixée, à ce propos, pour le samedi 28 septembre.

La date du prononcé des jugements sera fixée à la fin des plaidoiries et ne dépassera pas le 30 septembre courant. Le jugement en appel est la dernière voie de recours juridique pour ce qui est du contentieux relatif au premier tour du scrutin présidentiel



de 2019, précise-t-on de même source. Le président de la Haute instance indépendante pour les élections (ISIE), Nabi Baffoun, a indiqué, jeudi, que le deuxième tour de la présidentielle anticipée en Tunisie pourrait bien avoir lieu le 13 octobre prochain.

### Le candidat Kais Saied se dit favorable à la libération de Karoui

Le candidat au second tour de la présidentielle anticipée

en Tunisie, Kaies Saied, a fait part, jeudi soir, de son souhait de voir son rival Nabil Karoui libéré, selon des sources médiatiques locales.

«La situation me laisse mal à l'aise moralement (...), sincèrement j'aurais aimé qu'il soit libre», a-t-il déclaré lors d'une interview diffusée par la télévision tunisienne. Le 15 septembre, l'universitaire Kaies Saied est arrivé en tête du premier tour avec 18,4% des voix. M. Karoui, est arrivé

quant à lui, en deuxième position avec 15,6% des voix. Nabil Karoui, soupçonné depuis 2017 par la Justice pour des affaires de blanchiment d'argent et évasion fiscale, a été emprisonné, le 23 août dernier, soit à la veille du début de la campagne électorale, sur ordre de la Cour d'inculpation, pour les mêmes griefs. Les deux candidats devraient s'affronter au début du mois d'octobre, avant le déroulement du second tour, sur un plateau de télévision afin de s'adresser aux Tunisiens.

La Haute instance indépendante pour les élections (ISIE) et La Haute autorité en charge de l'audiovisuel (HAICA) ont sollicité la justice afin de permettre au candidat Nabil Karoui de participer à ce débat. La télévision tunisienne s'est dite, jeudi, prête, à faire participer le candidat Karoui depuis sa cellule en prison.

Le deuxième tour de la présidentielle anticipée pourrait bien avoir lieu le 13 octobre prochain, a indiqué, jeudi, le président de l'ISIE, Nabi Baffoun.

## SAHARA OCCIDENTAL-MAROC-ONU: Guterres : l'ONU traite le conflit au Sahara Occidental comme «une question de décolonisation»

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a levé toute équivoque sur la nature du conflit au Sahara Occidental, en réaffirmant dans un nouveau rapport soumis à l'Assemblée générale que les organes de l'ONU traitent ce dossier comme «une question de décolonisation».

Dans ce rapport établi à la demande de l'AG de l'ONU sur la question du Sahara Occidental, le chef de l'ONU tient à rappeler que la quatrième commission chargée de la décolonisation et le Comité spécial de la décolonisation, dit comité des 24, abordent le dossier du Sahara Occidental dans «le cadre des questions relatives à la décolonisation».

«La Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) de l'Assemblée générale et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux l'examinent quant à eux dans le cadre des questions relatives aux territoires non autonomes et à la décolonisation», souligne Guterres.

Bien que le Conseil de sécurité exa-

mine la situation au Sahara Occidental dans le cadre des questions relatives à la paix et à la sécurité, l'instance suprême des Nations Unies a «appelé de ses vœux dans des résolutions successives à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», rappelle encore le chef de l'ONU.

Appelant les partis au conflit, le Front Polisario et le Maroc à poursuivre les négociations sans conditions préalables, Guterres relève que le maintien de la paix et la stabilité sur le terrain est nécessaire pour créer un climat propice à la reprise du processus politique.

«Je prie instamment les membres du Conseil de sécurité, les amis du Sahara occidental et les autres acteurs concernés d'encourager le Maroc et le Front Polisario à saisir l'occasion qui se présente à eux et à continuer de participer de bonne foi et sans conditions préalables au processus engagé», ajoute le chef de l'ONU. Le document du SG de l'ONU fait la synthèse des deux rapports les plus récents qu'il a présentés au Conseil de sécurité sur la situation au Sahara occi-

dental. Dans ce nouveau rapport qui couvre la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019, Guterres a décrit la situation sur le terrain et l'état et l'avancement des négociations politiques, initiées par son ancien envoyé personnel Horst Kohler. Il précise qu'au cours de la période considérée, «le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a continué de recevoir des informations faisant état de harcèlement, d'arrestations arbitraires, de confiscation de matériel et de surveillance excessive de journalistes, blogueurs et défenseurs des droits de l'homme qui couvraient les violations des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés».

Rappelant l'examen de la Minurso qui a été entrepris au cours de la période considérée, sous la direction d'une experte indépendante, Diane Corner, Guterres a fait savoir que cette revue a conclu que d'importantes améliorations techniques pouvaient être apportées aux activités de suivi et d'atténuation des conflits menées par la Mission.

Un certain nombre de ses recommandations sont en cours d'application, a-t-il dit.

## LIBYE: Les forces du gouvernement soutenu par l'ONU lancent des frappes aériennes contre l'armée de l'est dans le sud de Tripoli

Les forces du gouvernement libyen soutenu par l'ONU ont mené, jeudi dans le sud de Tripoli, 14 raids aériens contre les forces rivales de l'armée basée dans l'est du pays.

«L'armée de l'air a effectué 14 frappes aériennes contre des positions appartenant aux milices de Haftar dans le sud de Tripoli, détruisant des entrepôts de munitions et des véhicules militaires», a déclaré dans un communiqué le porte-parole des forces du gouvernement soutenu par l'ONU, Mohamed Gununo.

Selon le communiqué, les frappes ont également détruit des centres de commandement et des fortifications de l'armée libyenne basée dans l'est. Le communiqué ne donne pas de

détail sur d'éventuelles victimes. L'armée libyenne basée dans l'est du pays, dirigée par le maréchal Khalifa Haftar, est engagée depuis début avril dernier dans une vaste offensive militaire contre le gouvernement soutenu par l'ONU à Tripoli et dans ses environs.

Des milliers de personnes ont déjà été tuées et blessées dans les combats, et près de 120 000 civils ont fui leur domicile pour échapper aux violences.

La Libye est en proie à une instabilité politique et à des violences croissantes depuis la chute de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi en 2011.

## PALESTINE:

## Le Hamas approuve une initiative visant à organiser des élections palestiniennes d'ici à la mi-2020

Le chef du mouvement palestinien Hamas, Ismaïl Haniyeh, a déclaré jeudi que son mouvement avait accepté l'initiative proposée par huit factions palestiniennes en vue d'organiser des élections d'ici à la mi-2020.

«Le Hamas accepte sans conditions préalables ni amendement l'initiative sincère et responsable qui a été proposée par les factions (palestiniennes)», a annoncé M. Haniyeh à la presse, après sa rencontre avec les dirigeants des diverses factions palestiniennes dans la bande de Gaza. M. Haniyeh a officiellement répondu à cette initiative par une lettre adressée aux dirigeants des factions rencontrées à Gaza.

Cette initiative a été présentée un peu plus tôt cette semaine au mouvement Hamas, ainsi qu'au parti Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas.

Celui-ci l'a pour sa part refusé. L'initiative considère notamment tous les accords et protocoles de réconciliation signés auparavant entre factions palestiniennes comme un cadre de référence de base pour mettre fin aux divisions internes et ramener l'unité entre les Palestiniens. Les diverses factions ont par ailleurs appelé à l'organisation d'une réunion de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en octobre 2019 au



Caire, et ont demandé la participation de M. Abbas à cette réunion.

Elles ont également indiqué que la commission devait convenir d'une stratégie ou d'un programme politique basé sur des principes communs, ainsi que sur la formation d'un gouvernement d'union provisoire jusqu'à la tenue d'élections générales ouvertes à tous.

L'initiative envisage en outre une

période de transition d'octobre 2019 à juillet 2020 pour rétablir l'unité nationale et mettre fin aux divisions internes, et appelle à unifier les lois électorales palestiniennes dans tous les territoires palestiniens. Elle appelle enfin le Hamas et M. Abbas à organiser des élections présidentielles et législatives dans les territoires palestiniens d'ici à la mi-2020.

## Abbas et Guterres réitèrent leur soutien à la solution de deux Etats

Le président palestinien Mahmoud Abbas et le Secrétaire général des Nations-Unies, António Guterres, ont réitéré, lors d'une réunion bilatérale à New York, leur soutien à la solution à deux Etats pour le règlement du conflit israélo-palestinien.

Lors de cette rencontre, intervenue en marge du Débat général de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU, MM. Abbas et Guterres ont évoqué «les derniers développements sur le terrain et réaffirmé leur soutien aux efforts vers la réalisation d'une solution à deux Etats, avec Al Qods comme

capitale d'Israël et de la Palestine, conformément au droit international, aux résolutions onusiennes pertinentes et aux accords antérieurs».

Le Secrétaire général de l'ONU a également souligné, à cette occasion, «le rôle humanitaire et de stabilisation important» joué par l'Office des Nations-Unies de travaux et de secours pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), selon un compte-rendu de cette réunion diffusé par le service de presse de M. Guterres. La semaine dernière, le chef de l'ONU avait affirmé que la solution à deux Etats au conflit

israélo-palestinien était «encore possible», en dépit de la politique d'annexion et de colonisation menée par Israël.

«Je ne pense pas qu'il existe une alternative à la solution à deux Etats.

Et je crois que cette solution est encore possible», a indiqué M. Guterres lors d'une conférence de presse à New York.

Le chef de l'ONU a dit être conscient que de «nombreuses mesures unilatérales ont été prises pour miner la solution à deux Etats, «mais je soutiens fermement la nécessité de la préserver, en

tant qu'élément essentiel, non seulement pour les Israéliens et les Palestiniens, mais également pour la région et pour le monde».

Les négociations de paix israélo-palestiniennes sont au point mort depuis plusieurs années en raison, notamment, de la persistance des autorités d'occupation israéliennes dans leurs projets de colonisation de la Cisjordanie et d'Al Qods-Est, en cours depuis 1967.

L'Autorité palestinienne exige le gel de ces projets pour retourner à la table des négociations.

## ABBAS:

## La Palestine pourrait rompre tous les accords conclus avec Israël

Le président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré jeudi à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies de qu'il pourrait rompre tous les accords conclus avec Israël si le prochain gouvernement israélien tentait de mettre en application une annexion de la Cisjordanie, comme promis par Benjamin Netanyahu. «Si un futur gouvernement, quel qu'il soit, va de l'avant avec ce plan» d'annexion, «nous abrogerons tous les accords signés» avec Israël et «en finirons avec toutes les obligations qui en découlent», a assuré Mahmoud Abbas. «Nous rejetons entièrement et complètement ce plan», a-t-il martelé.

«Il est de notre devoir de défendre nos droits par tous les moyens possibles, peu importe les conséquences,



tout en restant engagés dans l'application du droit international et dans la lutte contre le terrorisme», a précisé le président palestinien, qui

avait déjà fait des déclarations similaires en juillet. Au début des années 1990, Israël et les Palestiniens, dirigés alors par Yasser Arafat, avaient signé une série d'accords de paix sous l'égide des Etats-Unis.

Mahmoud Abbas a aussi promis devant l'Assemblée générale de l'ONU d'organiser des élections. Les dernières ont eu lieu en 2006. «A mon retour dans mon pays, je convoquerai des élections locales régulières en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Al Qods-Est, et tous ceux qui s'opposent à ces élections devront répondre de leurs actes devant Dieu et la communauté internationale», a déclaré le président palestinien. En décembre 2018, il avait déjà promis d'organiser de nouvelles élections palestiniennes dans les six mois.

## FRANCE:

## Les Français commencent à rendre hommage à Jacques Chirac

La France s'appête, vendredi, à rendre hommage à Jacques Chirac, au lendemain de la mort, à 86 ans, du chef d'Etat, devenu de plus en plus populaire après la fin de sa très longue carrière politique, couronnée par douze années à l'Elysée.

Le président Jacques Chirac s'est éteint jeudi matin au milieu des siens.

Paisiblement», a déclaré son gendre, Frédéric Salat-Baroux aux médias français.

Plusieurs centaines de personnes sont venues dès, jeudi soir, au palais présidentiel de l'Elysée pour signer les livres d'or installés dans le vestibule, devant une grande photo de l'ancien chef d'Etat disparu, et qui resteront accessibles jusqu'à dimanche.

Un hommage populaire, lié «à la relation forte que Jacques Chirac entretenait avec les Français», sera organisé, dimanche après-midi, à l'hôtel national des Invalides, où les Français pourront venir se recueillir auprès de son cercueil, avant une journée de deuil national décrétée lundi.

C'est aussi lundi que l'ancien président sera inhumé, dans un cadre strictement privé, au cimetière parisien du Montparnasse, où repose sa fille Laurence, décédée en 2016.

Jacques Chirac, qui était souffrant depuis de longues années, s'est éteint «très paisiblement, sans souffrir» et entouré des siens, jeudi matin, à son domicile, rue de Tournon dans le centre de Paris, la ville dont il avait été le maire pendant 18 ans, un tremplin qui lui avait permis d'accéder à l'Elysée, en 1995.

Avec lui disparaît l'une des grandes figures de la droite française dont la longévité pendant près de 40 ans, entre brillants succès et échecs cuisants, a démontré une exceptionnelle capacité de rebond.

Le président français Emmanuel Macron avait indiqué, jeudi soir, dans une allocution en hommage à Jacques Chirac «que Jacques Chirac entre dans l'Histoire et manquera à chacun d'entre nous désormais».

## HONGRIE-UE:

## La Hongrie doit mieux prévenir la traite d'enfants

Un groupe d'experts du Conseil de l'Europe a demandé à la Hongrie davantage d'efforts pour prévenir la traite des enfants, y compris parmi les migrants et les demandeurs d'asile, qu'il s'agisse de prostitution ou d'exploitation par le travail.

«Les autorités hongroises devraient intensifier leurs efforts de prévention de la traite des enfants, notamment en sensibilisant et en formant le personnel qui travaille avec des enfants», estime le Conseil de l'Europe dans un rapport d'évaluation publié vendredi à Strasbourg. Il s'agit aussi de sensibiliser «les enfants eux-mêmes, y compris les enfants placés en institution, aux risques de traite et à la sécurité en ligne», poursuit-il. Le Greta --groupe d'experts qui suit la mise en oeuvre de la Convention du Conseil sur la lutte contre la traite des êtres humains-- demande à la Hongrie d'«abroger les lois qui permettent d'infliger des amendes, voire des peines de prison, aux enfants se livrant à la prostitution».

Ceux-ci, souligne-t-il, doivent être considérés par les policiers «comme des victimes potentielles de la traite, et non pas comme des délinquants».

Le groupe d'experts demande aussi à Budapest de «mieux identifier les victimes potentielles de la traite parmi les migrants et les demandeurs d'asile, y compris dans les zones de transit».

Il appelle notamment les autorités hongroise à déployer «des efforts supplémentaires pour identifier de manière proactive» les victimes, dont celles de la traite «aux fins d'exploitation par le travail». Le rapport du Conseil de l'Europe note toutefois les «progrès» réalisés depuis 2015, avec la création de «nouveaux centres de soutien aux victimes d'infractions» ou de «nouvelles dispositions sur la protection des témoins et des victimes» introduites dans le Code de procédure pénale. La Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains est entrée en vigueur en 2008 et déjà applicable dans 46 pays d'Europe.

## FRANCE : Google refuse de rémunérer la presse malgré la réforme du droit d'auteur

L'application de la réforme européenne du droit d'auteur tourne au bras de fer entre Google et la France : la plateforme refuse de rémunérer les éditeurs de presse pour l'utilisation d'extraits de leurs contenus, mais ne les reprendra plus sans leur accord, une position jugée inadmissible par le gouvernement français.

Le géant américain du numérique a annoncé de nouvelles règles qui s'appliqueront le mois prochain en France, en application d'une loi adoptée cet été dans ce pays, qui transpose dans le droit français la directive européenne sur le droit d'auteur. La France est le premier pays membre de l'UE à appliquer cette directive, adoptée fin mars.

Cette loi instaure notamment un «droit voisin» au profit des éditeurs de presse (qui publient journaux et magazines) et agences de presse. Une mesure censée les aider à faire rémunérer la reprise de leurs contenus sur les plateformes en ligne et autres agrégateurs, pour compenser l'effondrement de leurs recettes publicitaires traditionnelles, tandis que les géants du Net, dont Facebook et Google, se taillent la part du lion des revenus publicitaires en ligne.

Cette directive avait fait l'objet d'une intense bataille de lobbying à Bruxelles, avec une mobilisation sans précédent des GAFA, qui avaient notamment argué qu'elle réduirait la liberté d'expression sur internet.

Les entreprises de médias avaient au contraire plaidé la nécessité d'obtenir une compensation financière de la part des agrégateurs d'Info qui reprennent gratuitement leurs informations alors que celles-ci leur coûtent de plus en plus cher à produire. Mais les règles présentées par Richard Gingras, vice-président de Google en charge de l'information, pour se conformer à la loi française, ont fait bondir les médias et le gouvernement français.

Dans ce nouveau système, les éditeurs de presse basés en Europe devront désormais décider individuellement si, en France, des extraits de leurs infos (textes, vidéos...), ou «snip-



pets», et autres images miniatures (appelées aussi vignettes ou «thumbnails») continueront d'apparaître à côté des liens renvoyant vers leurs sites. Pour les éditeurs qui accepteront, ces extraits s'afficheront sans qu'ils soient rémunérés. S'ils les refusent, ces extraits et mini-images ne s'afficheront plus dans les résultats du moteur de recherche, qui n'incluront dans ce cas qu'un titre et un lien «sec» vers les infos des éditeurs. Mais les actualités de ces médias continueront tout de même à être référencées, assure Google, même si ces éditeurs de presse risquent de voir le trafic vers leurs sites diminuer.

Si Google n'a pas brandi l'arme d'une fermeture totale de Google Actualités (la version française de Google News), comme il l'avait fait en 2014 en Espagne, la pilule est difficile à avaler pour les éditeurs, qui voient ainsi se réduire les espoirs de retombées liées au droit voisin. «La proposition de Google n'est évidemment pas acceptable», a réagi dans un communiqué le ministre français de la Culture, Franck Riester, qui va chercher une solution avec ses homologues européens. L'instauration d'un droit voisin doit «permettre un juste partage de la valeur produite, au bénéfice des plateformes, par les contenus de presse», a-t-il souligné.

À Bruxelles, la Commission européenne s'est dite «à la disposition du gouvernement français pour soutenir la transposition de la directive», rappelant que les Etats membres ont jusqu'au 7 juin 2021 pour l'appliquer dans leur droit national. Le président de l'association des éditeurs européens de journaux (ENPA), Carlo Perrone, a dénoncé «un coup de force» et un «diktat inacceptable» qui place «les médias devant un fait accompli : soit ils donnent au géant américain leur contenu gratuitement, soit ils seront fortement pénalisés par le moteur de recherche».

Cette décision «apparaît comme un véritable contournement de l'esprit de la loi française et plus largement de la directive européenne», a protesté l'Alliance de la presse d'information générale, principale organisation de la presse française.

Elle voit dans cette démarche une nouvelle preuve de «la volonté de Google (...) d'abuser de sa position dominante». Google, à l'inverse, assure que ses nouvelles règles sont dans l'intérêt des internautes. La firme de Mountain View met aussi en avant son aide aux médias, tout d'abord par l'énorme trafic qu'il apporte à leurs sites, et par ses nombreuses formations, services et programmes de soutien à la presse.

## TUNISIE : Son satellite «Challenge 1» sera lancé en juillet 2020

Le satellite tunisien «Challenge 1» sera lancé en juillet 2020 à partir de la base de Bakinor au Kazakhstan via la fusée russe Soyouz-2, a indiqué jeudi le directeur général du groupe «Telnet», Mohamed Fraikha, dans une déclaration de presse. Le satellite coûtait, selon M. Frikha, cité par l'Agence de presse tunisienne, un million de di-

nars (349 650 dollars), tandis que sa contrepartie mondiale coûtait environ 5 millions de dinars (1,74 million de dollars). «Nous avons pu maîtriser les coûts grâce aux ressources technologiques du groupe Telnet, qui a ouvert de nouveaux horizons au secteur des technologies spatiales en Tunisie grâce à la coopération avec des par-



tenaires internationaux», a-t-il déclaré. Il est à noter que Telnet avait annoncé le 25 avril 2018 le lancement du processus de lancement du premier satellite pure-

ment tunisien sous le nom de «Challenge 1» dans le cadre d'un partenariat entre le groupe Telnet et des partenaires internationaux.

APS

## PUBLICITÉ

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

La direction des ressources en eau de la wilaya de Sétif  
N° FISCAL : 410006000019320

### AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 31/2019

La direction des ressources en eau de la wilaya de Sétif lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales portant :

- ✓ Lot de réalisation de deux forages y compris deux abris de forage avec le raccordement au réseau existant commune AIN LEKBIRA
- ✓ Concernant l'opération suivante :
- ✓ Programme d'urgence 2018 commune haut-plateaux

Les entreprises intéressées et qualifiées professionnelles (de l'hydraulique activité principale catégorie 03et plus : code de forage et puits 34-303 et réaliser au moins 200 m l (prévu par attestation de bonne exécution), sont invitées à retirer le cahier des charges auprès du Bureau du marché au siège de L'hydraulique sise cité le Caire Sétif les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres N° 31/2019 l'objet de l'appel d'offres concernant :

- ✓ Lot de réalisation de deux forages y compris deux abris de forage avec le raccordement au réseau existant commune AIN LEKBIRA
- Le dossier de candidature doit comprendre les pièces suivantes:

- 1- Une déclaration de candidature remplie
- 2- Déclaration de probité remplie signée, cachetée et datée
- 3- Copier de Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- 4- Registre de commerce
- 5- Copier d'identification fiscal
- 6- Copier de Certificat de qualification et de classification professionnelle (de l'hydraulique activité principale catégorie 03et plus : code de forage et puits 34-303
- 7- Copier de Liste des moyens matériels, copies des cartes grises pour l'engin mobile (pelle et camion citerne) + attestation d'assurances en cour de validité + un rapport définissant l'appareil d'un huissier de justice.
- un rapport fait par un huissier de justice de l'année en cours + factures d'achats pour l'autre engins (endoscopie, diagraphie, compresseur, groupe pompes immergées).
- 8- Copier de Liste des moyens humains pour la réalisation des travaux accompagnés du justificatif (diplôme + attestation de succès provisoire)
- 9- copie de cnas-casnos-cacobath -
- 10- Copier de Références professionnelles avec justifications.

- 11- les bilans financiers des trois (03) dernières années (2016-2017-2018).
- L'offre technique doit comprendre les pièces suivantes:

- 1- Cahier des charges techniques rempli signée, cachetée et datée, Et portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

- 2- Déclaration à souscrire rempli.

- 3- tout document permettant d'évaluer l'offre technique mémoire technique l'article 78 du décret.

- 4- mémoire technique remplie et signée.

L'offre financière doit comprendre les pièces suivantes:

- 1- Lettre de soumission remplie
- 2- Bordereaux des prix unitaires rempli signée, cachetée
- 3- Le Détail quantitatif et estimatif rempli signée, cachetée

Les offres seront déposées au niveau de la direction des ressources en eau (Bureau du marché) sise cité le Caire Sétif, la durée limite de remise des offres à été fixée de (15) jours en référence à la première parution dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

Le dépôt des offres se fera le dernier jour de la durée préfixe de 8:00heures matins à 14:00heures après midi.

Le dernier jour et la dernière heure du dépôt des offres et le jour et l'heure

D'ouverture des plis technique et financier seront le dernier jour de la préparation des offres. Si le dernier jour est un jour férié, la durée de préparation des offres sera prolonger jusqu'au le jour suivant du travail et le dépôt des offres sera du 8:00 heures matins à 14:00 heures matins; l'heure d'ouverture des plis

Les soumissionnaires sont engagés par leurs offres pour une durée égale à celle de la préparation de l'offre plus (03) trois mois.

Le présent avis est. Considérer comme étant une invitation aux soumissionnaires pour assister à la cérémonie d'ouverture



## CINÉMA

## «Terminal sud» de Rabah Ameur-Zaibèche, une chronique violente, intemporelle et apatride

Attendu pour restituer les affres de la décennie noire et l'épisode du terrorisme des années 1990 en Algérie, «Terminal sud», du réalisateur Rabah Ameur Zaibèche, projeté mercredi soir à la cinémathèque de Bejaia aura pris de cours tous les spectateurs.

Non que le film ait fait l'im-passe sur cette tragédie mais parce que son auteur est resté muet délibérément sur l'identité du pays qui la subit, la nature du conflit qui le traverse (insurrection ou contre-révolution) et l'époque de son déroulement.

En somme, c'est un thriller abstrait, décelable sous toutes latitudes, car réunissant tous les ingrédients qui le caractérisent, notamment la peur, l'angoisse et l'épouvante. Le seul repère qui en trahi l'origine, reste les sonorités du langage algérien, distillées du reste avec parcimonie par certains protagonistes auxquels ont fait le choix quasi intégral d'échanger et de s'exprimer en français. Même les décors paysagers et les scènes urbaines tranchent avec les références nationales ayant été puisées exclusivement de la carte du patrimoine du sud de la France et qui auraient pu trouver leurs équivalents dans n'importe quel coin du globe. Visiblement Zaibèche a fait un choix scénographique délibéré, estimant que la trame de sa chronique est courante dans diverses régions du monde en proie à la violence armée et qui se partagent toutes les mêmes

scènes de terreurs et d'horreurs. Les mêmes drames.

Sa chronique met en lumière un jeune médecin, sans nom (campé à l'occasion par Ramzi Bedia) qui, malgré l'insécurité qui l'entoure, continue à accomplir scrupuleusement et avec passion sa mission. Ni les disparitions, ni les enlèvements, ni les assassinats qui lui sont rapportés par ses patients et perpétrés par des groupes non identifiés, ni les menaces anonymes dont il est fréquemment l'objet, ne le dissuadent de lâcher prise et de fuir avec sa femme à l'étranger. Mais un beau jour, tout bascule. Son beau frère journaliste de son état, est assassiné dans la rue, quasiment devant ses yeux et après avoir rendu son souffle dans ses mains sur une table d'opération. Et avant même qu'il ne s'en remette, il se fait réquisitionner manu-militari, par un groupe armé qui l'emmène en forêt, pour soigner un des leurs, gravement blessé. Il réussit à le sauver mais il n'est pas tiré d'affaire pour autant. A son retour, un autre groupe, l'attendait pour l'enlever à son tour, lui reprochant d'avoir remis sur pied un chef ennemi et le soupçonnant de travailler à sa



solde. Et pour lui tirer les vers du nez, il est soumis à des séances de torture insoutenable avant d'être relâché dans un état proche de la mort. Récupéré dans une décharge publique, par un ami, il est vite pourchassé et traqué par un autre groupe hostile, tout aussi anonyme. Alors qu'il se trouvait à bord de la voiture de son sauveur, il empoigne une arme, trouvée dans la boîte à gants, en descend, et tire mortellement à bout portant

sur ses poursuivants. Une scène terrible, qui lui génère un choc émotionnel indicible. Lui dont les mains soignent ont tué. Mais il a du s'y faire, et reprendre ses esprits avant de se faire la malle, en rejoignant clandestinement un navire de marchandise, mouillant vers un port étranger.

Une histoire terrible, magnifiée par un jeu des acteurs, notamment en plus de Ramzi, Amel Brahim Djelloul, et Slimane Dazi.

## MOSTAGANEM:

Coup d'envoi de la 7<sup>e</sup> édition du Festival culturel national de poésie Melhoun

Le coup d'envoi de la 7<sup>e</sup> édition du festival culturel national de poésie Melhoun dédié à Sidi Lakhdar Benkhelouf a été donné, mercredi soir, à Mostaganem. Abrisée par le théâtre régional «Djilali Ben Abdelhalim», la cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle a été marquée par la présentation d'un montage musical du compositeur Amine Cheikh passant en revue plusieurs oeuvres poétiques des piliers du Melhoun à l'instar de Lakhdar Benkhelouf, Abdelaziz Elouazani, Cheikh El Souiri, Mohamed Benguitoun, Kaddour Benachour, Hadj El Miloud Elchokrani et bien d'autres. Dans une allocution d'ouverture lue au nom du commissaire du festival, M. Noureddine Addad a affirmé que cette «manifestation culturelle est l'occasion pour rappeler l'importance d'exploiter la poésie Melhoun étant un véritable coffre fort renfermant l'histoire de la nation».



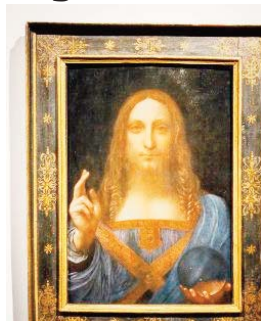
«Grâce à la science et la connaissance, le Festival est devenu un important maillon dans la chaîne de production culturelle et littéraire à Mostaganem et un espace de rencontre pour les poètes, musiciens et chercheurs», a-t-il ajouté. La soirée d'ouverture a également vu la présentation d'un film documentaire sur Cheikh Belkacem Ould Said (1883-1945) retraçant son parcours artistique et sa contribution dans la

sauvegarde du patrimoine populaire Melhoun.

La deuxième journée de cette manifestation prévoit l'organisation d'un colloque national sur la contribution de la poésie Melhoun dans l'histoire à la bibliothèque principale de lecture publique «Dr Moulay Belhamissi» de Mostaganem avec la participation de 12 enseignants et chercheurs venus de plusieurs wilayas du pays.

## JOURNÉE MONDIALE DU TOURISME : Célébration de la fête du couscous à Oran

Des artisans ont célébré jeudi la fête du couscous dans une ambiance conviviale à la maison de l'artisanat de Hai Es-sabah (est d'Oran) à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme. Cette kermesse placée sous le slogan «Couscous oranais: histoire et mode de préparation», a été marquée par une séance traditionnelle de dégustation de plats de couscous dont la cuisson et la saveur diffèrent d'une région à une autre, selon les organisateurs. La gérante de l'entreprise de produits alimentaires et de diététique, Sakina Zeddour, organisatrice de cet événement a souligné que l'objectif de cette manifestation est de faire connaître le plat du couscous oranais et ses spécificités dans la perspective de l'officialiser et de créer la maison du couscous oranais pour valoriser ce plat désiré par les différentes couches de la société. Organisée pour la première fois dans la capitale de l'Ouest algérien, cette manifestation a permis aux visiteurs et à l'assistance dont des artisans en fabrication alimentaire et des intellectuels, de découvrir la préparation du couscous oranais dans différentes occasions et fêtes religieuses, nuptiales et autres. La fête du couscous oranais constitue une occasion pour exposer une gamme variée de ce plat préparé à base de semoule et autres ingrédients aux vertus thérapeutiques et qui nécessite l'utilisation d'ustensiles traditionnels en alfa dont le tamis et la «Midouna» et autres en poterie. L'association de promotion de la femme rurale «Main dans la main» a exposé, à l'occasion, des épices entrant dans les ingrédients de préparation du couscous dont le safran produit localement à la ferme de Misserghine et des huiles extraits de la figue de barbarie. La musique a été présente dans la fête du couscous. Une troupe locale a gratifié l'assistance de chansons oranaises sous la houlette du compositeur Hadj Mohamed et des récitals poétiques ont été animés par la poétesse Abbès Maissa.



en Algérie dont l'ambassadeur italien, Pasquale Ferra, ont assisté à la cérémonie d'inauguration de l'exposition. «Leonardo Opera Omnia» est visible jusqu'au 18 octobre prochain.

## EL BAYADH :

## Lancement de la manifestation «Kheima de la poésie populaire» avec la participation de 65 poètes

La 13<sup>e</sup> édition de la manifestation «Kheima de la poésie populaire» a débuté jeudi à El Bayadh sous le slogan «Patrimoine oral : Mohamed Bitar modèle» avec la participation de plus de 65 aèdes venus de 23 wilayas du pays versés dans la poésie populaire et le melhoun.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle nationale a été marquée par des chants, des récitals poétiques et de spectacles folkloriques animés par des troupes locales. Cet événement culturel de trois jours permet aux participants de présenter des poèmes sur différents thèmes pour faire connaître ce

patrimoine national que recèle l'Algérie, qui seront évalués par un jury d'universitaires en littérature et poésie populaire, a indiqué Okbach Salah, responsable de la direction de la culture «Mohamed Belkheir» organisatrice de l'événement. Le programme de la manifestation «Kheima de la poésie populaire» comporte des communications qui seront animées par des universitaires et chercheurs dans cet art populaire. En clôture de la Kheima, devant avoir lieu dans la commune de Labiodh Sidi Cheikh, plusieurs poètes de la wilaya et d'autres régions seront honorés.

## ARTS

## Des reproductions des célèbres tableaux de Léonard de Vinci exposées à Alger

Une exposition de reproductions numériques des plus célèbres tableaux d'art du célèbre peintre italien Léonard de Vinci, s'est ouverte jeudi à Alger au public. Accueillie au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, l'exposition «Leonardo Opera Omnia», regroupe 17 reproductions des chefs-d'oeuvre d'un des plus célèbres peintres au monde, mort il y a 5 siècles. Parmi les oeuvres exposées, le visiteur peut contempler la copie de la peinture la plus connue dans le monde «La Joconde» aussi dite «Portait de Mona Lisa», un tableau qui fascine toujours, aujourd'hui conservé au Musée du Louvre à Paris. D'autres tableaux (certifiés) du peintre comme «La vierge aux rochers», «La vierge, l'Enfant Jésus et Sainte-Anne», «La belle ferronnière», Vierge à l'enfant (Madame à l'oeillet) ou encore «Le cenacle»,

une peinture murale achevée en 1498, font partie de la sélection qui retrace, en partie, le parcours de cet artiste de la Renaissance.

Le commissaire de l'exposition, Luca Gismondi, note que l'événement permet au public algérien de voir de près les plus célèbres tableaux de Léonard de Vinci grâce à des reproductions numériques de haute définition de la même dimension que les originaux et un usage «astucieux» de lumières. Organisée par Antonio Paolucci, expert de renommée internationale en matière d'art, en collaboration avec l'ambassade d'Italie en Algérie, l'exposition marque la commémoration du 500<sup>e</sup> anniversaire de la mort de

Léonard de Vinci (1519-2019). Des artistes et figures du monde artistique ainsi que des membres du corps diplomatique accrédité





## RALLYE SAHARI INTERNATIONAL 2019: Report du challenge à mars 2020 et attribution de l'organisation technique à un opérateur privé

Les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM) ont décidé, lors d'une réunion organisée jeudi au centre de préparation des équipes nationales à Souidania (Alger), de reporter le Rallye sahari international 2019, prévu fin octobre, au mois de mars 2020, et d'attribuer l'organisation technique à un opérateur privé, national ou étranger, selon un cahier des charges bien défini.

Lors de l'Assemblée générale exceptionnelle animée par le président de la FASM, Karim Benhamiche et 27 membres, au sujet du devenir du Rallye algérien international 2019 et de la désignation d'un commissaire aux comptes, il a été convenu de «reporter le Rallye sahari international 2019 au mois de mars 2020, et d'attribuer l'organisation technique à un opérateur, national ou étranger, selon un cahier des charges bien défini».

Le nouveau directeur technique, Farid Sendjakedine a fait savoir que la fédération veillerait à l'accompagnement de l'opérateur concernant les procédures juridiques et l'octroi des licences».

Accusant mécontentement de bon nombre d'amateurs des rallyes suite à son report inattendu, le challenge international sera remplacé par plusieurs compétitions nationales, à l'instar de la course «Baja» (1000 kilomètres non stop), prévue les 25 et 26 octobre prochain à Ouargla, en attendant quatre (4) autres Bajas prévues à Hassi Messaoud, Timimoun, Taghith et El Menia, pour «sauver le programme national».

Reconnaissant que les préparatifs pour Rallye sahari, entamés depuis 7 mois, avaient nécessité plus de temps pour les organisateurs, les membres de la fédération ont fait de l'organisation de 11 compétitions nationales à l'instar des courses de Karting (motocycles) au littoral de Boumerdes, de «drift» (voitures) à Hammam Melouane (Blida) et Sour El Ghozlane (Bouira), moto-cross et enduro à Sidi Bel Abbès et autres.

La raison principale de la non organisation de ce rallye est due à «l'abstention, dans la dernière minute, des autorités locales d'accorder son aide à cette compétition», ont affirmé les membres fédéraux, ajoutant que «le comité national olympique et sportif avait promis, en fin de juillet dernier, d'aider la Fédération algérienne des sports mécaniques dans l'organisation de la compétition, mais elle ne s'est pas tenue à ses promesses».

Il en est de même pour le ministère de la Jeunesse et des Sports qui nous a aidé, soulignent-ils, à hauteur de 1 milliard et 800 centimes, puis nous a demandé de reverser le montant de 800 millions de centimes».

D'autant que plusieurs sponsors traditionnels et entreprises publiques et privées se sont abstenus, quant à eux, de soutenir le rallye, sachant que le ministère de la Jeunesse et des Sports n'a supervisé aucune réunion intersectorielle pour débattre des préparatifs du rallye international Sahara 2019, ce qui signifie qu'il n'y a aucun signe d'une organisation officielle de cette manifestation, selon les responsables de la Fédération. Ces derniers ont réaffirmé que les responsables de l'ex-Bureau fédéral n'avaient laissé aucune liquidité financière permettant d'organiser une compétition internationale de grande envergure, laissant ainsi derrière eux des dettes qui ont eu un impact négatif sur l'action de la Fédération actuelle dans l'organisation de différentes activités nationales et internationales. Ils ont pillé en outre le matériel et les fournitures du Comité fédéral, ont-ils souligné.

APS

## SPORT EN ALGÉRIE : Bernaoui : «De grandes entreprises financeront prochainement le sport et focaliseront sur la formation»

Le ministre de la Jeunesse et du Sport, Raouf Bernaoui a fait savoir, jeudi à Alger, que de grandes entreprises financeraient le sport algérien, d'une manière méthodique et scientifique, et concentreraient leur soutien dans le domaine de la formation, ajoutant que le gouvernement annoncerait prochainement ces mesures, une fois les dernières retouches apportées.

S'exprimant en marge de l'installation du nouveau président de l'Observatoire national du sport au niveau du centre de presse du stade du 05 juillet, M. Bernaoui a affirmé que «de grandes entreprises entrèrent dans le domaine du sport, d'une manière méthodique et scientifique, et financeront davantage la formation», ajoutant «nous sommes en train de mettre les dernières retouches et rencontrerons, dans quelques jours, le président de la FAF, Khiereddine Zetchi avant d'annoncer ces mesures».

«Le gouvernement annoncera prochainement, par la voix du Premier ministre, Noureddine Bedoui, des nouvelles mesures relatives au

financement du sport en général et du football en particulier, notamment les clubs professionnels, et ce en concertation avec la Fédération algérienne du football (FAF) sans pour autant s'immiscer dans les prérogatives de cette dernière».

Pour le ministre, les entreprises auront à se focaliser sur la formation pour forger de grands joueurs dans le futur tel que le fait si bien l'académie du Paradou AC.

«Nous allons soutenir la formation car étant la clé du succès de tout sport à l'exemple du Paradou AC considéré comme un club modèle à suivre ayant formé de bons joueurs avec moins de dépenses et en récupérant des sommes conséquentes après



avoir signé des contrats de transfert vers des clubs nationaux ou même européens», a-t-il encore souligné. «Les entreprises souhaitant investir dans le monde du sport devra prendre l'Académie du Paradou pour exemple», a-t-il déclaré. A noter que le Paradou Athletic Club est connue pour avoir

formé de bons footballeurs qui ont réussi à signer des contrats avec des clubs européens, parmi eux certains qui ont joué avec brio au sein de la sélection nationale lors de la CAN 2019, à l'instar de Youcef Atal, de Hicham Boudaoui (Nice), ou encore Ramy Bensebaini (M'nhengladbach/Allemagne).

## SPORT: Installation de Mokhtar Boudina à la tête de l'Observatoire national des sports

Le ministre de la Jeunesse et des Sports Raouf Salim Bernaoui a procédé ce jeudi à Alger, à l'installation de Mokhtar Boudina à la tête de l'Observatoire national des sports, succédant ainsi à Rachid Bouabdallah.

L'Observatoire national des sports est un organe consultatif du système national de culture physique et sportif chargé de donner son avis et de formuler des recommandations et propositions sur les orientations de la politique sportive nationale.

Il a été créé en 1993 sous l'appellation de "Conseil national des sports", avant de devenir "observatoire national des sport" en 1996.

L'observatoire est chargé entre-autres de contribuer à la définition et à l'évaluation de la politique sportive nationale et de favoriser le dialogue et la concentration entre les opérateurs concernés par les pratiques physiques et sportives.

Aussi, il est chargé de formuler toutes propositions pour la mise en oeuvre

des programmes annuels et pluriannuels du développement sportif. "Je souhaite bonne chance au nouveau président Mokhtar Boudina dans cette nouvelle mission.

Aussi, je remercie Rachid Bouabdallah pour les efforts fournis. Il faut que vous sachiez que l'observatoire national joue un grand rôle dans le sport.

Même s'il n'est pas connu, il est considéré comme une sorte de commission de consultation dont le rôle est de combattre la violence, le dopage ainsi que la rationalisation des dépenses publiques", a indiqué Bernaoui. Et d'enchaîner: "Il faut activer toutes les commissions sportives. Dès la semaine prochaine, on procédera à l'activation de la commission d'élite et des jeunes talents et la commission pédagogique pour l'intérêt du sport national" a-t-il ajouté.

De son côté, Boudina s'est dit «honorable» par la confiance des pouvoirs publics en succédant à Bouabdallah qui

demeure selon lui, "un pilier du mouvement sportif national". "Il faut avouer que par le passé, le ministère a souvent négligé le rôle de cette instance.

Nous allons travailler pour réunir la famille du mouvement sportif national, et en offrant de l'aide à la famille universitaire et académique", a expliqué Boudina. Le président sortant, Bouabdallah, a souhaité "bonne chance" à son remplaçant. "Quand j'étais installé à la tête de cette instance, le sport algérien était dans une situation compliquée notamment le football, mais nous avons réussi à fixer les prérogatives de chaque organe. L'observatoire a souffert à cause du manque de moyens, et j'espère que le ministère prendra en considération ce volet", a dit Bouabdallah.

Lors de l'installation du nouveau président de l'Observatoire national des sports, Bouabdallah a été honoré par le ministre de la Jeunesse et des sports pour ses services au bénéfice du sport algérien durant plusieurs années.

## JM ORAN-2021 : Nécessité d'augmenter la cadence des travaux des sites sportifs en cours de réhabilitation

Des instructions fermes ont été données par le nouveau wali d'Oran, Abdelkader Djellaoui, aux différents intervenants dans les opérations de réhabilitation des sites sportifs concernés par les Jeux méditerranéens d'Oran en 2021, pour accélérer la cadence des travaux et livrer ces équipements dans les délais impartis, ont indiqué jeudi les services de la wilaya.

Une enveloppe financière de l'ordre de 1,94 milliard DA est réservée pour la réhabilitation de pas moins de six infrastructures sportives à Oran en prévision du rendez-vous méditerranéen, prévu du 25 juin au 5 juillet

2021. Les sites sportifs concernés par la vaste opération de réhabilitation et rénovation sont respectivement l'Institut national de la formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports d'Ain El Turck, du champ de tir à Bir El Djir, du complexe équestre d'Es-Senia, du palais des sports «Hammou-Boutellis», de la piscine olympique du jardin public à M'dina J'dida et du complexe de tennis à Hai Essalam, rappelle-t-on.

Les infrastructures concernées devraient être livrées en fin 2019 ou au plus tard lors du premier trimestre de l'année 2020, selon les engagements pris précédemment par les entreprises

chargées par les travaux. Certains des sites, à l'image du complexe de tennis à Hai Essalam, du palais des sports «Hammou-Boutellis» et du champ de tir à Bir El Djir, ont fait l'objet, mercredi, d'une visite d'inspection du nouveau chef de l'exécutif d'Oran, souligne-t-on de même source.

M. Djellaoui, qui a pris officiellement ses fonctions samedi passé, a choisi les chantiers du complexe sportif ainsi que du village méditerranéens implantés dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran) pour effectuer sa première sortie sur le terrain lundi passé. Le complexe sportif, qui devrait être livré

en juin 2020, est composé entre autres d'un stade football de 40.000 places, d'un stade d'athlétisme de 4.200 places, d'une salle omnisports de 6.000 places et d'un complexe nautique composé de trois bassins, dont deux olympiques et un semi-olympique.

Des travaux de réalisation d'un village méditerranéen d'une capacité d'accueil avoisinant les 5.000 lits se poursuivent aussi et devraient être achevés avant la fin de l'année 2020.

L'Algérie accueillera en 2021 les 19èmes Jeux Méditerranéens pour la deuxième fois de son histoire, après avoir abrité, à Alger, l'édition de 1975, rappelle-t-on.

## LIGUE 1 (6<sup>E</sup> JOURNÉE): ESS-USB et CSC-NAHD à l'affiche d'une journée tranquille

Trois matchs seulement dont les affiches ES Sétif-US Biskra et CS Constantine- NA Hussein-Dey sont au programme de la 6<sup>e</sup> journée de Ligue 1 de football, tronquée des rencontres des clubs engagés ce week-end dans les différentes compétitions de la Confédération africaine de football (CAF).



En l'absence des équipes du haut de classement à l'instar du MC Alger, du CR Belouizdad, du CA Bordj Bou Arreridj ou encore de la JS Kabylie, les regards seront braqués sur les confrontations d'équipes mal en point, à commencer par l'affiche entre l'ES Sétif et l'US Biskra.

L'ESS (12<sup>e</sup>), qui reste sur une défaite face au NAHD (4-3) dans un match à rebondissements, accueillera le promu Biskra (7<sup>e</sup>), surpris mardi soir à domicile par l'USM Bel-Abbès (1-2).

Un choc qui se jouera sous le signe de la réhabilitation pour les deux formations, no-

tamment les Sétifiens qui traversent des moments difficiles en ce début de saison et dont l'entraîneur Kheireddine Madoui a décidé de jeter l'éponge.

De son côté, l'US Biskra, dont le dernier succès remonte à la troisième journée contre l'autre promu ASO Chlef (1-0), tentera de renouer avec les résultats positifs contre un adversaire en plein doute.

Le CS Constantine (11<sup>e</sup>), qui a attendu la cinquième journée pour enregistrer sa première victoire de la saison en dominant en déplacement le promu NC Magra (2-1), sera opposé à une équipe nahdiste toute aéréolée de son premier succès

plus contesté, sont condamnés à réussir un résultat positif pour sortir de la zone rouge, tandis que leur adversaire, emmené par le meilleur artilleur de la compétition Zerdoum, tentera de ramener au moins le nul de «Cirta». La troisième rencontre au programme de cette sixième journée mettra aux prises deux équipes du milieu de tableau, l'AS Ain-M'lila et le NC Magra, qui se partagent la 7<sup>e</sup> place avec le NAHD et l'USB. L'ASAM, qui a ramené un nul mérité de Bordj Bou Arreridj face au CABBA (2-2), partira légèrement favori contre le NCM, battu deux fois de suite par l'ESS et le CSC et

contre Sétif. Ce sera donc une confrontation entre deux équipes en quête de confirmation.

Les «Sanafir», sous les ordres du technicien français Denis Lavagne, de plus en plus en

qui se doit de réagir pour endiguer cette spirale négative.

### Le programme des matchs

Programme des matchs de la 6<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 prévus samedi :

AS Ain-M'lila - NC Magra (16h00)  
CS Constantine - NA Hussein-Dey (17h45)  
ES Sétif - US Biskra (18h45)

### A programmer :

MC Alger - CA Bordj Bou Arreridj  
JS Saoura - MC Oran  
USM Alger - Paradou AC  
USM Bel-Abbès - JS Kabylie  
CR Belouizdad - ASO Chlef

Classement :	Pts	J
1). MC Alger	10	4
--). CR Belouizdad	10	4
3). CABB Arreridj	9	5
4). JS Kabylie	7	4
--). USM Alger	7	3
--). MC Oran	7	5
7). US Biskra	6	4
--). NC Magra	6	5
--). NA Hussein Dey	6	5
--). AS Ain M'lila	6	5
11). CS Constantine	5	5
12). JS Saoura	4	3
--). ES Sétif	4	5
--). USM Bel-Abbès	4	5
15). Paradou AC	3	4
16). ASO Chlef	1	4

## ALGÉRIE :

### Bernaoui : « Le problème des stades à Alger est conjoncturel et la crise sera résolue dans un futur proche »

Le ministre de la Jeunesse et des Sports Raouf Salim Bernaoui a estimé, jeudi à Alger, que le problème des stades dont pâtissent les clubs algérois en cette phase actuelle est « conjoncturel » et que la crise sera résolue prochainement, par la réouverture d'autres stades qui font l'objet actuellement des travaux de réaménagement et par l'inauguration de nouvelles infrastructures dans un futur proche.

« Il faut mettre les points sur les i, le problème des stades dans la capitale est seulement conjoncturel, car il y a d'autres stades en construction dont le plus important est celui implanté à Rouiba et qui sera réceptionné dans les prochaines semaines. Il y a également d'autres infrastructures footballistiques qui font l'objet de travaux de réaménagement, à

l'instar du stade du 20 Août 1955 », a précisé M. Bernaoui qui s'exprimait en marge de l'installation du nouveau président de l'Observatoire national des sports au Centre de presse au stade olympique du 5 Juillet.

« La crise des stades sera définitivement résolue dans la wilaya d'Alger après la réception des deux stades, de Baraki et de Douera », a-t-il assuré.

L'accueil par l'Algérie de la finale du championnat d'Afrique des nations de football (CHAN) en 2022, nous oblige à réaménager les stades sur tout le territoire national et non seulement à Alger.

Il y a le grand stade dans la ville de Sétif et dont l'accélération de la cadence de sa construction s'impose et pour quoi pas construire un grand stade au Sahara,

a-t-il soutenu. Le premier responsable du secteur a révélé que la ville de Sig dans la wilaya de Mascara a bénéficié d'un stade d'une capacité d'accueil de 20.000 spectateurs, conforme aux standards internationaux et dont la réalisation était peu coûteuse, ce qui est « un modèle » pour construire et édifier des stades dans tous les pays, s'est-t-il réjoui. « Le stade de Sig à mascara est un remarquable chef-d'oeuvre, ne coûtant que le montant de 1,5 milliard de Da (...) Nous espérons que ce stade serve de modèle, au vu de son coût peu élevé au trésor public. De plus, le stade est conforme aux standards en vigueur de la Fédération internationale de football association (FIFA), ce qui lui permettra d'accueillir des rencontres continentales » a conclu M. Bernaoui.

## RD CONGO :

### 26 joueurs convoqués pour affronter l'Algérie et la Côte d'Ivoire en amical

Le sélectionneur national des «Léopards» de RD Congo, Christian Nsengi Biembe, a rendu publique une liste des 26 joueurs pour les deux rencontres amicales du 10 et 14 octobre respectivement face à l'Algérie et la Côte d'Ivoire.

La sélection algérienne accueillera son homologue de la RD Congo le jeudi 10 octobre à 20h45 au stade Mustapha-Tchaker de Blida en match amical de préparation en pré-

vision des prochaines échéances officielles.

Les «Léopards» disputeront un second match amical contre la Côte d'Ivoire quatre jours plus tard en France.

Cinquante-cinquième (55<sup>e</sup>) au dernier classement de la FIFA, la RD Congo est dirigée par un nouveau sélectionneur, Christian Nsengi Biembe, qui a remplacé à ce poste Florent Ibenge, lequel a démissionné le 7 août après une CAN-2019

décevante, marquée par une élimination en 8<sup>es</sup> de finale par Madagascar aux tirs au but.

La première liste du nouveau sélectionneur enregistre le retour de l'attaquant Dieu-merci Mbokani (Royal Antwerp CF) et de Neeskens Kebano (Fulham).

Il a également fait appel à deux novices : Samuel Moutoussamy (Nantes) et Edo Kayembe (Anderlecht).

Selon la Fédération congolaise de football (Fécifa), une partie de la délégation des «Léopards» partira de Kinshasa le 5 octobre pour l'Algérie, que l'équipe quittera au lendemain du match, soit le 11 octobre, à destination de la France pour jouer les «Eléphants» de Côte d'Ivoire le 14 du même mois avant de regagner Kinshasa juste après ce 2<sup>e</sup> match amical international.

## LIGUE 2 (6<sup>E</sup> JOURNÉE) :

### Le leader en péril à Tlemcen, l'USMH et la JSMB dans un duel direct pour la survie

Les chocs Olympique Médéa - WA Tlemcen, DRB Tadjanet - RC Arbaâ et AS Khroub - RC Relizane seront à l'affiche de la 6<sup>e</sup> journée de Ligue 2, marquée également par un duel direct pour la survie, entre l'USM El-Harrach (lanterne rouge) et la JSM Béjaïa (avant-dernière).

L'OM, solide leader avec 12 points, sera appelée à effectuer un périlleux déplacement chez le WAT, qui partage actuellement la deuxième place au classement général avec le RC Relizane, avec 10 points pour chaque club.

Un choc qui, de par ses divers enjeux, se présente donc comme le match à suivre du week-end, en gardant aussi une oreille bien à l'écoute des autres empoignades, particulièrement DRBT-RCa et ASK-RCR, soit entre les premiers poursuivants au classement et dont le résultat aura une certaine importance, aussi bien pour l'OM que pour le WAT.

Même si les objectifs seront différents, le match USMH-JSMB revêtira également une très grande importance, car mettant aux prises les deux derniers du tableau.

Ce sera peut-être l'occasion pour les Harrachis, dont l'entraîneur Djellid est sur un siège éjectable, de signer leur première victoire de la saison, eux qui comptent quatre défaites et un nul jusqu'ici.

Les autres matchs de cette 6<sup>e</sup> journée, que certains clubs ont menacé de boycotter pour faire pression sur les instances sportives afin qu'elles prennent en considération leurs doléances, notamment financières, sont : JSM Skikda - Amel Boussaâda, MC Saïda - ASM Oran, USM Annaba - OM Arzew et MO Béjaïa - MC El Eulma.

### Le programme de la 6<sup>e</sup> journée

Programme de la sixième journée du Championnat de Ligue 2 algérienne de football, prévue samedi :

USM El Harrach - JSM Béjaïa (horaire non communiqué)  
Olympique Médéa - WA Tlemcen (16h00)  
JSM Skikda - Amel Boussaâda (16h00)  
MC Saïda - ASM Oran (16h00)  
USM Annaba - OM Arzew (19h00)  
MO Béjaïa - MC El Eulma (19h00)  
AS Khroub - RC Relizane (19h00)  
DRB Tadjanet - RC Arbaâ (19h00)

Classement :	Pts	J
1). O. Médéa	12	5
2). RC Relizane	10	5
--). WA Tlemcen	10	5
4). RC Arbaâ	9	5
--). DRB Tadjanet	9	5
--). AS Khroub	9	5
7). ASM Oran	8	5
--). JSM Skikda	8	5
9). MO Béjaïa	6	5
--). MC Saïda	6	5
--). OM Arzew	6	5
12). MC El Eulma	5	5
13). USM Annaba	4	5
14). A. Boussaâda	3	5
15). JSM Béjaïa	2	5
16). USM El Harrach	1	5

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère de la Communication

**Prix du Président de la République,  
du Journaliste Professionnel  
Cinquième édition, 2019**

**« Les vertus du dialogue »**

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «**Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel**», dans sa cinquième édition, comptant pour l'année 2019, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2019.

Ce prix a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

**Objectifs:**

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

**Catégories du prix :**

- **L'information écrite** : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- **L'information télévisuelle** : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- **L'information radiophonique** : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- **La presse électronique** : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- **L'illustration** : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

**Conditions de participation :**

- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse.
- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2018 - 2019.

**Thème du concours: « Les vertus du dialogue »**

**Modalités d'attribution du prix :**

Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :

- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1<sup>er</sup> lauréat
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2<sup>e</sup> lauréat
- Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3<sup>e</sup> lauréat

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

**Dossier de candidature :**

Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :

**a) Pièces administratives :**

- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.

**b) Œuvre objet de participation :**

- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.

**c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :**

- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives à l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du media employeur.

**Dépôt des dossiers :**

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi,
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication

**La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 10 octobre 2019.**

**Formulaire de candidature :**

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:

<http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>

**TOTTENHAM PRÊT À LAISSER PARTIR POCCHETTINO POUR 35M€ ?**

Selon les informations de The Sun, Mauricio Pochettino pourrait être libéré par les dirigeants de Tottenham pour la somme des 35M€. En effet, les Spurs seraient enclins à céder leur entraîneur pour cette somme dans les semaines à venir, bien que le coach argentin soit parvenu à tirer Tottenham jusqu'au stade de la finale de Ligue des champions l'an passé. Cependant, Manchester United s'immiscerait dans le dossier Pochettino. Reste à savoir qui des Spurs ou des Merengue ratera la mise dans cette opération.



**GROS COUP DUR POUR ICARDI !**

Alors qu'il s'est blessé après le match du PSG face au Real Madrid, Mauro Icardi ne serait toujours pas sur le chemin du retour et devrait manquer le déplacement à Bordeaux ce week-end.

Mauro Icardi a été la dernière recrue du PSG cet été. L'attaquant argentin est arrivé en provenance de l'Inter Milan, où il était devenu un élément indésirable, dans le cadre d'un prêt avec une option d'achat fixée à 70M€. S'il n'a toujours pas inscrit le moindre but, l'Argentin est auteur de bons débuts avec le club de la capitale dans son apport dans le jeu et s'est montré intéressant face au Real Madrid, lors de la victoire 3-0 du PSG à l'occasion du premier match de

poule de Ligue des Champions. Toutefois, touché aux adducteurs, Mauro Icardi est absent depuis cette rencontre et ne serait pas proche de faire son retour à la compétition.

**Raheem Sterling a fait son choix**

Auteur d'une excellente saison avec Manchester City, Raheem Sterling est régulièrement annoncé en Liga où le Real Madrid et le Barça souhaiteraient l'attirer. Et l'international anglais aurait pris une décision radicale pour son avenir.

L'intérêt du Real Madrid pour Raheem Sterling ne date pas d'aujourd'hui. Les recruteurs madrilènes ont à plusieurs reprises tenté de déloger le feu follet de Manchester City, sans succès. Mais il faut croire que les dirigeants madrilènes tiennent vraiment à signer la star britannique. Et ils ne sont pas les seuls intéressés sur cette piste offensive. Le FC Barcelone serait également sur le coup. Les dirigeants catalans suivraient de très près la situation du joueur qui rayonne actuellement sous les couleurs de Manchester City.

Mais il faut croire que les prétendants ont frappé à la mauvaise porte. Raheem Sterling s'éclate sous les ordres de Pep Guardiola qui ne compte pas barder l'un de ses meilleurs atouts offensifs. Et l'ancien ailier de Liverpool a les idées claires pour son avenir. Selon les informations du Daily Mail, le joueur de 24 ans n'a nullement l'intention de quitter les Cityzens. Les prétendants sont donc avertis.

**David De Gea apporte son soutien à Solskjaer**

Actuellement sous pression en raison des performances plus que moyennes de Manchester United depuis le début de la saison, Ole-Gunnar Solskjaer peut compter sur un soutien de poids. Celui de son gardien de but David De Gea qui apporte un peu de chaleur à son manager.

Alors que la pression est sur les épaules d'Ole-Gunnar Solskjaer, le technicien norvégien peut compter sur le soutien de David De Gea. Le gardien espagnol s'est déclaré prêt à aller à la guerre avec son manager : « Il fait partie de la maison. Il a été joueur ici pendant plusieurs années et il connaît bien le club. Le plus important c'est que toute l'équipe soit derrière lui et c'est le cas. Nous irons avec lui jusqu'à la mort » a déclaré l'international espagnol dans la presse locale. Pour rappel, David De Gea a longtemps lié son avenir à long terme avec Manchester United à la condition de sa prolongation de contrat et une hausse de ses émoluments. Celle-ci a été officialisée la semaine dernière. Depuis quelques jours et la victoire pénible acquise face à Rochdale en League Cup, de nombreux médias évoquent le limogeage de Solskjaer. Le manager de Manchester United apparaît même comme le deuxième favori des techniciens susceptibles d'être prochainement limogé juste derrière Marco Silva d'Everton. Patrice Evra et Arsène Wenger ont laissé entendre qu'ils pourraient être intéressés par le poste si celui-ci devenait vacant.



**LIVERPOOL VISERAIT AUSSI JAMES MADDISON**

La direction de Liverpool envisagerait le recrutement de James Maddison, le milieu de terrain de Leicester City. D'après les informations rapportées par la presse anglaise, le club de la Mersey pourrait tenter de recruter le footballeur anglais de 22 ans dès le mercato hivernal du mois de janvier. Les Reds pourraient être confrontés à la concurrence de Manchester United pour le natif de Coventry, sous contrat jusqu'en juin 2023 avec les Foxes. Depuis le début de saison, James Maddison a disputé six matches de Premier League.

**Handanovic va rempiler pour un an**

Samir Handanovic s'est entendu avec l'Inter Milan au sujet d'une prolongation de son contrat. Dixit les informations de La Gazzetta dello Sport, le gardien de but slovène va parachever un nouveau bail d'une année en faveur du club lombard, soit jusqu'en juin 2022. La nouvelle sera officialisée dans les prochaines semaines. Présent depuis 2012 dans l'effectif des Nerazzurri, le dernier rempart de 35 ans n'a depuis jamais été remis en cause. Cette saison, il a été titularisé lors des cinq premières journées de Serie A.

## DIPLOMATIE M. Abdelhamid Abdaoui nouvel ambassadeur de l'Algérie au Maroc

Le gouvernement marocain a donné son agrément à la nomination de M. Abdelhamid Abdaoui, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès du Royaume du Maroc, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

## M. Mourad Adjabi nouvel ambassadeur de l'Algérie en Turquie

Le gouvernement turc a donné son agrément à la nomination de M. Mourad Adjabi, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République de Turquie, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

## M. Abdelmalek Bouheddou nouvel ambassadeur de l'Algérie au Koweït

Le gouvernement koweïtien a donné son agrément à la nomination de M. Abdelmalek Bouheddou, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de l'Etat du Koweït, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

## ALGÉRIE-FRANCE

# Bensalah loue la contribution de Jacques Chirac au raffermissement des relations entre l'Algérie et la France

*Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah a loué la contribution de l'ancien président de la République française, Jacques Chirac, décédé jeudi à l'âge de 86 ans, au raffermissement des relations entre l'Algérie et la France, ainsi que ses positions «courageuses en faveur de la promotion des valeurs de paix et de dialogue au plan international», a indiqué la Présidence de la République dans un communiqué.*

«Profondément attristé par la nouvelle du décès de l'ancien président de la République française Jacques Chirac, le chef de l'Etat adresse ses sincères condoléances à la famille du défunt et au peuple français ami», précise la même source.

«Le président Jacques Chirac a eu un apport et un effort remarquables dans le raffermissement des relations entre les peuples algérien et français, et n'a de cesse oeuvré, par ses positions courageuses, à la promotion des valeurs de paix et de dialogue au plan international, notam-



ment au Moyen-Orient, et l'histoire lui a donné raison», a ajouté le communiqué. «Avec sa disparition, la France perd aujourd'hui un grand homme digne de notre considération pour son attachement constant à la consolidation des relations entre nos deux pays et à l'instaura-

tion d'un dialogue stratégique, basé sur le respect et la confiance et tourné vers la concrétisation de nos ambitions communes à l'établissement de liens exceptionnels», souligne la même source.

«L'Algérie, qui exprime son empathie et sa compassion au peuple

français ami, apprécie, à leur juste valeur, le parcours et l'apport du défunt Jacques Chirac au service de la nation française et du bassin méditerranéen pour l'instauration des valeurs de paix, de sécurité et de vivre-ensemble partout dans le monde», conclut le communiqué.

## TRAITÉ D'INTERDICTION DES ESSAIS NUCLÉAIRES: Le ministre des AE copréside une conférence à New York

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a coprésidé à New York avec son homologue allemand, Heiko Maas, la 11<sup>ème</sup> conférence visant à promouvoir et à faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, indique jeudi un communiqué de son département ministériel.

Le président en exercice de l'Assemblée générale de l'ONU, Tijjani Muhammed Bande, a assisté à cette conférence. Dans son allocution, M. Boukadoum a notamment souligné «l'importance de cet instrument qui représente un modèle d'efficacité et de succès de la négociation

multilatérale dans les domaines de la sécurité et du désarmement», précise la même source.

Il a également indiqué que «l'universalité de cet instrument est confortée par le fait que 184 Etats membres ont signé ce Traité et que 168 l'ont ratifié», et qu'il était «important de convenir de programmes de renforcement des capacités des pays en développement signataires de cet instrument juridique international», ajoute-t-on. Il a, par ailleurs, souligné «l'attachement de l'Algérie à la mise en place d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, conclut le même texte.

## ALGÉRIE-ONU-MALI-SAHEL M. Boukadoum copréside à New York la 5<sup>e</sup> réunion de Haut niveau sur le Mali et le Sahel

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a coprésidé au nom de l'Algérie, la 5<sup>ème</sup> réunion de Haut niveau sur le Mali et le Sahel, organisée mercredi à New York, à l'initiative du secrétaire général des Nations unies, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Dans le discours qu'il a prononcé lors de la séance d'ouverture, le chef de la diplomatie

algérienne «a souligné la détermination de l'Algérie à poursuivre son engagement dans le cadre du suivi de la mise en oeuvre de l'accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger», précise le communiqué. M. Boukadoum «a mis en relief le fait que cet accord demeure le mécanisme approprié en vue d'un règlement pérenne de la crise malienne», ajoute la même source.

## ALGÉRIE-RUSSIE Entretien Boukadoum-Lavrov



Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, s'est entretenu, mercredi à New York, en marge de sa participation aux travaux de la 74<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies, avec son homologue russe, Sergueï Lavrov, indique jeudi le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

L'entretien a permis aux deux ministres «de passer en revue les questions inhérentes à la coopération bilatérale», précise cette source, ajoutant qu'ils sont convenus, à ce titre,

«d'œuvrer, de concert, pour les développer et les promouvoir davantage». «De même qu'ils se sont félicités de la qualité et de la régularité du dialogue et de la concertation de haut niveau qui ont toujours marqué les relations entre les deux pays», relève le communiqué. MM. Boukadoum et Lavrov ont également échangé sur «les questions internationales d'intérêt commun, notamment les crises que connaît la région du Sahel et sur la nécessité d'adopter des approches pertinentes en vue de leur résolution».

## Boukadoum s'entretient à New York avec son homologue libyen et le président de la Commission de l'UA

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, s'est entretenu mercredi à New York, avec son homologue libyen Mohamed Tahar Siyala et le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Mahamat Faki, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Ces entretiens se sont déroulés en marge de la participation du chef de la di-

plomatie algérienne aux travaux de la 74<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies. S'agissant de son entretien avec le président de la CUA, MM. Boukadoum et Faki ont souligné d'une commune voix l'importance primordiale pour l'Union africaine de jouer le rôle central qui lui revient dans le règlement des crises que le continent africain continue

d'éprouver et soit pleinement impliquée dans les processus y relatifs», précise le communiqué. Pour ce qui est de son entretien avec le ministre des Affaires étrangères de Libye, le communiqué indique que «les deux ministres ont évoqué la situation qui continue de prévaloir dans ce pays voisin et ont noté avec satisfaction l'entière convergence de leurs visions quant à

l'impératif d'une solution et l'importance de prendre des mesures concrètes pour conforter cette vision». Les deux ministres ont, en outre, «mis en exergue l'importance d'associer les parties libyennes et les pays voisins à toute démarche s'inscrivant dans la perspective de la solution politique et du rôle que pourra jouer l'Union africaine dans ce cadre».

## DÉCÈS

# La moudjahida Tassadit Aït Saïd n'est plus

La moudjahida, Tassadit Aït Saïd, est décédée mercredi à l'âge de 83 ans, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidines.

Née le 25 juillet 1936 au village Aït Yahï (W. Tizi Ouzou), Tassadit Aït Saïd, veuve du moudjahid feu Amar Ouamrane, commandant de la wilaya IV historique de 1955 à 1957, a répondu à l'appel de la partie et rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1956, au grade de djoudi à la base Est de la wilaya I historique pour poursuivre la lutte jusqu'à l'indépendance du pays en 1962.

En cette douloureuse épreuve, le ministre des Moudjahidines, Tayeb Zitouni, a adressé un message de condoléances à la famille de la défunte et à ses compagnons d'armes, dans lequel il a cité les hauts faits de la défunte et rappelé ses nobles positions. L'enterrement de la regrettée aura lieu jeudi, après la prière d'El Dohr au cimetière d'El Alia.

## AIN DEFLA: Un homme tombe dans un puits, sauvé par la PC

Une personne tombée en soirée dans un puits de 17m de profondeur situé à Djelida (Ain Defla) a été sauvée par les plongeurs de la Protection civile, a-t-on appris vendredi de l'officier de permanence de la direction locale de ce corps constitué. L'intervention des plongeurs de la Protection civile a été entamée immédiatement après la réception, jeudi soir,

d'une alerte concernant un homme (29 ans) ayant fait l'objet d'une chute dans un puits de 17 m de profondeur situé à proximité d'une ferme agricole à Djelida, a indiqué le lieutenant Makhlof Cherief. Visiblement en état de choc, l'homme sauvé a été transporté à la polyclinique de Djelida qu'il a quitté après avoir reçu les soins nécessaires.